IMT Nuremberg Archives

H – 4799

International Court of Justice

H4799 - 0002

-6II2- M.F.

COPIE d'un Procès-verbal dressé le 21 Fevrier I946 par le Commissaire Marc BERGE, Officier de la Police Judiciaire de Paris à joindre au document N° 1207
Le procès-verbal original est joint au document 1.051.

GP/MR/4

Ministère de l'Intérieur

Direction Générale de la SURETE NATIONALE

N° 47

Objet:

Archives allemandes remises au Délégué français du Tribunal International de NUREMBERG.

RE P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté- Egalité - Fraternité

P R O C E S - V E R B A L

L'an mil neuf cent quarante six

le 21 février

Nous, Marc B E R G E

Commissaire Divisionnaire

en résidence à P A R I S officier de Police Judiciaire, auxiliaire de Monsieur le Procureur de la République.

certifions qu'après la Libération, il a été remis à la Direction Générale de la Sûreté Nationale, (Direction des Renseignements Généraux) à PARIS un lot d'archives allemandes découvertes dans les locaux de l'Ambassade d'Allemagne, rue de Lille et dans les divers bâtiments occupés par la Gestapo à PARIS.

D'autres document ont également été trouvés au Ministère de l'Intérieur, dans les pièces occupées précédemment par la Délégation Française en Territoires occupés (Service de M. BRINON).

Une partie de ces archives a été remise, par nos soins, à M. LANOIRE, délégué français au Tribunal de Nuremberg, le 28 Décembre I945.

Ci-dessous, nomenclature des pièces constituant ces archives:

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
RF Exhibit 1207
Filed 2/5/46

A 02183

H4799 -0003

I05I - 1 - Lettre de SCHLEIER du 20-I2-I94I, concernant les laisser-passer

I052 - 2 - Lettre du Commandant en Chef des Armées Allemandes en France, concernant la liaison télégraphique du I7-9-I94I.

I053 - 3 - Lettre du même concernant le voyage d'un Ministre du 22 Novembre I94I.

I055 - 4 - Lettre du Commandant en Chef desArmées Allemandes en France du 29.I2.I94I, concernant le budget de la France.

I056 - 5 - Lettre du même du 23 Septembre I94I, concernant l'organisation de l'Administration Française.

I057 - 6 - Lettre du même du 29-II-I94I, concernant la nomination de Jean ACHARD.

I058 - 7 - Lettre du même du 24.9.I94I, concernant le renvoi d'un sous-préfet.

I059 - 8 - Circulaire du même du I0.5.I942, concernant la politique du personnel.

I063 - 9 - Note de service de l'Ambassade d'Allemagne à PARIS concernant le classement des dossiers.

I20I - I0 - (télégramme du 27.7.I94I, concernant l'évacuation des Juifs du Sud-Ouest de la France.
)

I202 - 11 - (Rapport du 26.7.I94I

I203 - 12 - Lettre du 4.2.I942, du Commandant en Chef des Troupes allemandes en France, concernant l"émigration des Juifs.

I204 - 13 - Lettre du 8.6.I942 du Consulat Général d'Allemagne à Casablanca.

I205 - 14 - Idem. du 25.3.I942

I206 - 15 - Lettre du Reichssicherheitshauptamt du I0.7.I942, au sujet de l'émigration des Juifs

I207 - 16 - Rapport du I.7.I94I de Dannecker, sur la question juive en France.

non déposé 17 - Note d'ABETZ du I.3.I94I

non déposé 18 - Lettre du Commandant en Chef des troupes allemandes en France, a u Gouvernement de VICHY, au sujet des cartes d'identité.

I2I0 - 19 - Note de Dannecker au sujet de la Sipo et du SD, du 22.2.I942.

.....

A 02184

H4799 - 0004

I2II - 20 - Lettre du 2.I2.I94I, du Commandant en Chef des troupes allemandes en France, au Gouvernement de VICHY au sujet de la déportation des Juifs.

I2I2 - 2I - Lettre du I5.I.I942, du Commandant en Chef des troupes allemandes en France au Chef de la SIPO et du SD, au sujet de la déportation d'éléments judéo-bolchevistes.

I2I3 - 22 - Note du 28.I.I942, au Commandant en Chef, relative à la déportation d'éléments judéo-bolchevistes.

I2I4 - 23 - Note du 4.2.I942 du Commandant en Chef, au sujet de l'immigration des Juifs.

I2I5 - 24 - Télégramme du I5.5.I942 du Commandant en Chef, relatif aux termes à employer dans les publications au sujet de déportations.

I2I6 - 25 - Note du I0.3.I942, relative à la déportation de France de 5.000 Juifs.

I2I7 - 26 - Note du I5.6.I942, concernant d'autres déportations de Juifs en France.

I2I8 - 27 - Message transmis par télétype du I6.6.I942 au service central de sécurité du Reich relatif à des transports de Juifs hors de France.

I2I9 - 28 - Note du I5.6.I942 au sujet des applications techniques de transports de déportations de Juifs.

I220 - 29 - Note du Dr. Zeitschel de l'Ambassade d'Allemagne à PARIS, du I5.6.I942 relatif à un projet de déportation de 50.000 Juifs.

I22I - 30 - Note du 26.6.I942 du Commandant de la Police de Sécurité et du SD donnant des directives pour l'évacuation" des Juifs.

I222 - 3I - Note du I.7.I942, relative à une conférence des membres de la Police de Sécurité (SD) chargés des questions juives au sujet de la déportation de Juifs de territoires occupés à AUSCHWITZ.

I223 - 32 - Compte-rendu du I.7.I942 d'une réunion de service avec le chef SS Dannecker au sujet des déportations da France.

I224 - 33 - Note du 4.7.I942 relative aux principes pour les actions menées contre les Juifs à PARIS.

I225 - 34 - Note du 6.7.I942, relative à la déportation des Juifs signé Dannecker.

I226 - 35 - Note du I5.7.I942, relative au transport de Juifs à AUSCHWITZ

.....

H4799 – 0005

I227 - 36 - Comte-rendu du 3.3.I942, sur la déportation de Juifs.

I228 - 37 - Note du I.9.I942; relative à la déportation de Juifs de la zône non occupée.

I229 - 38 - Note du SD du 3I.I2.I942, au sujet de la déportation de Juifs de France.

I230 - 39 - Rapport du 6.3.I943, au sujet de la situation actuelle de la question juive en France.

non déposé 40 - Lettre adressée à l'Ambassade d'Allemagne, aux mains du Ministre Plénipotentiaire SCHLEIER, concernant l'introduction de l'Etoile Juive.

non déposé 4I - Lettre du Commandant en Chef, au sujet des mesures anti-Juives en France, du I6 I942.

I233- 42 - Note du 2I.7.I942, relative à la déportation de Juifs.

I234 - 43 -Note du I3.8.I942 au sujet de la déportation de Juifs.

I235 - 44 - Télégramme du Commandant de la Police de Sécurité et du SD au sujet d'un home d'enfants Juifs à Izieu - Ain -

I238 - 45 -Note du 26.I2.I942, du Chef des SS et de la Police au sujet de l'arrestation de personnes de la Résistance française.

I239 - 46 - Note de Von Stulpnagel du 27.IO.I94I, relative à l'arrestation d'otages et à l'indication d'otages par les autorités françaises.

I240.- 47 - Note du Commandant en Chef du 9.4.I942, relative à la déportation d'éléments associaux vers l'Est.

I24I - 48 - Note du commandant en Chef, du IO.4.I942 relative à la déportation vers l'Est comme représailles.

I242- 49 - Note du I.6.I942, du Commandant en Chef, au sujet de mesures de représailles pour l'assassinat de policiers français.

I242 bis 50- Télégramme du SD au Commandant de la SIPO, au sujet d'un attentat contre une gare.

I243 5I - Note du 6.6.I942, au sujet de mesures de représailles.

I244 - 52 - Note du 6.8.I942, au sujet de procédures contre des français.

I245 - 53 - Liste d'otages

.....

A 102186

H4799 - 0006

I246 - 54 - Liste d'otages.

I247 - 55 - Note du 7.8.I942, concernant l'éxécution de personnes condamnées à mort par des tribunaux de guerre.

I248 - 56 - Note du I8.8.I942, concernant l'éxecution de Français condamnés à mort.

I249 - 57 - Lettre du I3.I0.I942, au sujet d'une procédure contre deux français (Thépault et Maréchal)

Au surplus, disons qu'une copie de l'interrogatoire d' ABETZ par les Renseignements Généraux (copie certifiée conforme) a été transmise à la Délégation Française pres le Tribunal International, Place Vendôme à PARIS.

LE COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE.

Signé: illisible.

-:-:-:-:-:-:-

A 102187

H4799 – 0007

J U D E N F R A G E N in F R A N K R E I C H

und

ihre B E H A N D L U N G

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUREMBERG, GERMANY
Exhibit RF 1207
Filed Feb 5 1946.

A102188

H-4799 (2)

J U D E N F R A G E i n F R A N K R E I C H

und

i h r e B e h a n d l u n g

Paris, 1.Juli 1941

A 102139

H4799 – 0008

H4799 – 0009

Inhaltsverzeichnis

	Seite
Einleitung	1
Geschichte der Juden in Frankreich	2
Organisation der Juden in Frankreich	
a) vor dem 14.6.1940	7
internationale Organisationen	9
karitative Vereine	10 (unten)
b) Aktionen der Sipo und des SD (// Einsatzkommando, Paris) gegen diese Organisationen und führende jüdische Personen. (Bericht von //-Hauptstuf. Hagen)	12
c) jüdisches Leben nach dem deutschen Einmarsch	17
Darstellung der neuen Judenorganisation	22
Politisches Wirken des Judenreferats der Sipo und des SD	23
Xavier Vallat, Generalkommissar für Judenfragen	28
Aufgliederung des Judenreferats	31
Judenkartei (Kartenmuster)	34 u. 35
Deutsche Anordnungen gegen Juden	36
dazu gehörende Verordnungsblätter des Militärbefehlshabers in Frankreich	37 - 39
Aufstellung der französischen Judengesetze	40
Uebersetzung des neuesten französischen Judenstatuts vom 2. Juni 1941	43
Arisierung	52
Antijüdisches Institut	55
Französische politische Gruppen, die u.a. auch antijüdisch eingestellt sind.	58
Unbesetztes Gebiet	60

A 02190

H4799 – 0010

Seite

Judenzahlen und Statistik 62

Altersstufen der Juden von Gross-Paris
(bildhaft dargestellt) 64

Dieselbe Darstellung chematisch 65

Darstellung der Staatsangehörigkeiten der
Juden in Gross-Paris unter Berücksichtigung
der Kinder unter 15 Jahren 66

Soziale Schichtung der jüdischen Familienvor-
stände von Gross-Paris
(bildhaft dargestellt) 67

Judenbilder aus Paris
(in besonderem Umschlag) 68 u. 69

Schlussbetrachtung 70

A 102191

H4799 - 0011

E i n l e i t u n g

-.-

Endlösung der Judenfrage - Obertitel und Ziel für den Frankreich-Einsatz des Judenreferates der Sicherheitspolizei und des SD.

Von vornherein war klar, dass ohne Studium sowohl der jüdischen als auch der allgemein politischen Verhältnisse praktische Ergebnisse nicht gezeitigt werden können.

Die folgenden Seiten sollen neben einem allgemeinen Aufriss unsere Planung, deren bisherige Ergebnisse und die künftigen Nahziele erläutern.

Alles Grundsätzliche muss unter dem Gesichtspunkt betrachtet werden, dass, nachdem der Chef der Sicherheitspolizei und des SD vom Führer mit der Vorbereitung der Lösung der europäischen Judenfrage beauftragt wurde, seine Dienststelle in Frankreich die Vorarbeiten zu leisten hat, um zu gegebener Zeit als Aussendienststelle des europäischen Judenkommissars hundertprozentig verlässlich wirken zu können.

A 102192

H4799 - 0012

GESCHICHTE DER JUDEN IN FRANKREICH.

Wenn man die Geschichte der Juden in Frankreich behandelt, so muss man auf die Zeit der Roemerzuege zurueckgehen. Es ist bekannt, dass mit den roemischen Legionen eine grosse Anzahl von Kaufleuten und Haendlern zog. Unter diesen befanden sich viele Juden. Sie kamen auf diese Weise nach dem damaligen Gallien und blieben, wahrscheinlich weil sie ahnten, dass dem Lande eine Zukunft bevorstand, zum Teil fuer immer in diesen Gebieten. Sie liessen sich an den wichtigsten Punkten Galliens nieder und fingen an, einen schwunghaften Handel zu treiben. Wenngleich die verschiedenen Koenige, die in der Zeit von 1250 bis 1789 regierten, im allgemeinen eine Politik trieben, die den Juden keine allzugrosse Moeglichkeit gab, sich auszubreiten, so gelang es ihnen doch, sich am Ende des Mittelalters in groesseren Gruppen zu konzentrieren und zwar in den damals wichtigsten Handelsplaetzen des Landes, naemlich Avignon, Bordeaux und dem ganzen Elsass.

Wenn in dieser ganzen Zeit in Frankreich auch nicht die antijuedische Arbeit ruhte, die besonders waehrend der ersten Kreuzzuege ein beachtliches Ausmass annahm, so kam es doch erst unter Karl VI 1394 zu der vollstaendigen Austreibung der Juden aus dem Koenigreich Frankreich.

Es ist nun selbstverstaendlich, dass die Juden mit allen Mitteln versuchten, ihren Einfluss in Frankreich wiederzugewinnen.

A 102193

H4799 – 0013

Sie boten den Koenigen riesige Bestechungssummen an. Trotz aller Versuche aber blieb das Gesetz bis 1776 in Kraft. Hier gelang es freimaurern sich juedischen Einfluessen Ludwig XVI umzustimmen und ihn zur Aufhebung des Auswanderungsbefehls zu bringen. Frankreich ist also beinahe 400 Jahre judenfrei gewesen.

Im Laufe des 17. und 18. Jahrhunderts errichteten die Juden im Elsass Gemeinden, deren Zahl staendig wuchs. Von Metz ausgehend bildeten sich dann juedische Gemeinden in Lothringen.

Zu gleicher Zeit stroemten spanische und portugiesische Juden nach Suedfrankreich ein. Bordeaux und Bayonne waren die Hauptpunkte ihrer Siedlungen. Der juedische Handel wuchs zusehends und besonders in Metz verstanden es die Juden, sich der Militaerlieferung zu bemaechtigen. Einer dieser Heereslieferanten war auch CERF-BERR (1730-93). Dieser Cerf-Berr war es 1788 in Paris, als die Generalstaaten tagten, der die juedische Frage aufrollte und so, dank der Hilfe einflussreicher Franzosen, wie Gregoire, Mirabeau, den Grundstein legte fuer die Entwicklung der Judenfrage in der franzoesischen Revolution 1789. Zur Zeit der Revolution wohnten etwa 50 000 Juden in Frankreich und dann kam der Tag, an dem die Gleichstellung der Juden vollzogen werden sollte. Hatten sie am 28.1.1790 erreicht, dass ihnen das Buergerrecht zugestanden wurde, so erfolgte der grosse Sieg am 27.9.1791, als Duport unter Berufung auf das Recht der Religionsfreiheit die volle Gleichheit der Juden in allen Lebensgebieten erreichte. (Decret Cremieux)

A 102194

H4799 - 0014

Dieses Datum des 27.9.1791 ist mit das wichtigste in der Geschichte des Weltjudentums ueberhaupt. Nach diesem Ereignis stroemten die Juden in noch groesseren Mengen ein. Nicht in die Landgebiete, sondern in die Staedte, die ihnen verboten waren, Strassburg, Kolmar, Muehlhausen, Montpellier, Nimes, Marseille und hauptsaechlich Paris. Paris, das 1789 500 Juden zaehlte, hatte 1800 bereits 4000. Wenn wir ueberlegen, dass heute in Paris 65 000 juedische Familienvorstaende mit ungefaehr 150 000 Mitgliedern gezaehlt werden, dann erkennen wir die Invasion des Judentums in Frankreich.

Napoleon I. liebte die Juden nicht, aber dennoch sollte er ihren Einfluessen erliegen. Er beging den Fehler, mit den Juden in Verhandlungen einzutreten, indem er den GROSS-SANHEDRIN 1806 zu sich befahl. Im Jahre 1808 gewaehrte er den Juden die offizielle Anerkennung des juedischen Kultus.

In diesem Augenblick war die Einigung der einzelnen juedischen Gruppen vollzogen und der Staat im Staat war gegruendet. Es ist interessant zu hoeren, wie der Jude diese Zeit sieht. In dem neuen Pariser juedischen Wochenblatt "Informationes Juives" heisst es: "Wieder war Frankreich der Wegbereiter und zum ersten Male wurde die juedische Religion der christlichen gleichgestellt. Im Jahre 1831 unter Koenig Ludwig Philipp geschah es zum ersten Mal, -, ebenfalls in Frankreich - dass ein Gesetz den Rabbinern, ebenso wie den katholischen und protestantischen Geistlichen einen Teil ihres Gehaltes aus den Staatseinkuenften zubilligte.

A 102195

H4799 - 0015

Gleichzeitig wurde die Rabbinerschule in Metz als Staatsanstalt anerkannt. Die Folgen dieser Massnahmen blieben nicht nur auf die franzoesischen Juden beschraenkt, sondern strahlten auf die ganze Welt aus. Die gesetzlichen Errungenschaften der franzoesischen Revolution und der nachfolgenden Jahre ermunterten weite Teile des Judentums zur Assimilation." - Soweit das juedische Wochenblatt.

In den Jahren von 1815 bis 1870 tritt eine gewisse Ruhe ein. Frankreich ist muede nach all den Kaempfen der letzten Jahre.

Die Juden befestigen in dieser Zeit ihre Stellungen. Man weiss von dem beruehmten Boersenzug der Rothschilds waehrend der Schlacht bei Waterloo. Von diesem Zeitpunkt an ist das Haus Rothschild das Leihhaus des Staates geworden und diktiert seine Bedingungen.

Die Revolution von 1830 war wieder ein Machwerk der Juden und Freimaurer, die Karl X stuerzten, um Louis Philipp auf den Thron zu setzen, der vollkommen in der Hand der Rothschilds und damit des Gesamtjudentums war. Rothschild regierte das Land, was er anordnete wurde getan. So waren z.B. alle Juden eingeschrieben in die Liste des juedischen Konzistoriums, sodass eine Zaehlung moeglich war. 1830 hob Rothschild diese Massnahme auf und machte eine Registrierung unmoeglich. Somit begann unter Louis Philipp ueber Napoleon III und die dritte Republik die Herrschaft der Rothschilds, die bis 1940 dauerte und im unbesetzten Gebiet ueber die Banken noch anhaelt.

A 102196

H4799 - 0016

Wenn man rueckblickend noch einmal die Geschichte des Judentums in Frankreich betrachtet, dann sieht man, mit welcher Zaehigkeit die Juden gearbeitet haben. Langsam drangen sie in alle Lebensgebiete ein. Das Geld der Rothschilds oeffnete alle Tore. Der Hoehepunkt war wohl erreicht, als der Jude Blum Ministerpraesident wurde, als Mandel,- Jerobean Rothschild-Minister war, als Jean ZAY Unterrichtsminister wurde. Nach dem Sturze Blums waren es judenhoerige Politiker, die das Staatssteuer in die Hand nahmen. Ueber Daladier fuehrte der Weg zu Reynaud, der ein guter Freund des Hauses Rothschild war. Seit dem Jahre 1880 bis heute bestimmte Rothschild die franzoesische Politik. Nachdem in Deutschland der Nationalsozialismus das Steuer in die Hand nahm, galt der ganze Kampf des Judentums diesem Deutschland. Beweise dafuer sind die vielen juedischen Verbaende, die allein in Paris bestanden und sich den Kampf gegen den Nationalsozialismus zum Ziele gesetzt hatten (allein der SD hat in Paris 41 juedische Grossorganisationen erfasst und ueberholt). Der Mord an Ernst vom Rath, der Boykott deutscher Waren zeigt, dass das Judentum im Kampfe gegen Deutschland vor nichts zurueckschreckte. Das Judentum glaubte mit der Kriegserklaerung Frankreichs an Deutschland den schwersten und gefaehrlichsten Gegner ausser Gefecht gesetzt zu haben. Allein es ist anders gekommen.

A 102197

H4799 -0017

F-725

Organisation der Juden in Frankreich.

a) Vor dem 14. 6. 1940.

Auf Grund des Gesetzes vom 8. Februar 1831 und einer königlichen Verordnung vom 25. Mai 1844, die der jüdischen Religion die Stellung eines staatlich anerkannten und von Staats wegen unterstützten Glaubensbekenntnisses zubilligten, entwickelte sich in Frankreich eine einheitliche Organisation des Judentums. Die Spitze bildeten das "Centrale Konsistorium" und der Gross-Rabbiner von Frankreich, denen für die weltlichen Belange (Verwaltung und Finanzgebahrung) die einzelnen Konsistorien und als geistliche Spitzen die Grossrabbiner der einzelnen Bezirke unterstellt waren.

Die in den verschiedenen Bezirken bestehenden jüdischen Organisationen waren dem jeweiligen Bezirks-Konsistorium untergeordnet. Ihre Arbeit wickelte sich auf Grund von Anweisungen des Konsistoriums und unter dessen Kontrolle ab. Ständige Beiträge an die Konsistorien gab es jedoch nicht, denn der Haushalt basierte in erster Linie auf den Zuschüssen des Staates.

Das Gesetz vom 9. Dezember 1905 über Trennung von Kirche und Staat zerschlug die geschilderte Organisation. Der Staat nimmt in keiner Weise mehr an der Ausübung der Religion teil, für den israelitischen Kultus sind die Konsistorien abgeschafft und jede religiöse Gruppe, sowie jeder Verein irgendwelcher Art kann sich auf Grund eigener Statuten -wenn diese den geltenden Gesetzen entsprechen und bei der Präfektur hinterlegt werden - selbst

102198

H4799 - 0018

verwalten und selbstständig betätigen. Die Tätigkeit der Kultusgemeinden (Kultusvereine) muss sich nur auf die Ausübung der Gottesdienste beschränken. Jede wohltätige oder soziale Tätigkeit ist für Kultusvereine ausgeschlossen. Die Nachfolge des "Consistoire Israélite de Paris" übernahm ein im Jahre 1906 gegründeter Kultusverein, der den gleichen Namen beibehielt. Um Missverständnissen vorzubeugen sei festgestellt, dass diese den gleichen Titel tragende neue Vereinigung in keiner Weise mit ihrer Vorgängerin übereinstimmt. Das Gleiche gilt auch für den "Bund der israelitischen Kultusvereine für Frankreich und Algier" (Union des Associations cultuelles israélites de France et d'Algérie), der den Titel seines Namensvorgängers - Consistoire Central- beibehielt, ohne praktisch die gleiche Tätigkeit ausüben zu können. Neben dem Consistoire bildeten sich aller Orts zahlreiche religiöse Gruppen, die jedoch in keiner Beziehung zum grössten Kultusverein, eben dem Consistoire mit 6 500 Mitgliedern, im Jahre 1939 standen.

Genau wie bei den Religions-Vereinigungen ging die Entwicklung der verschiedenen Wohltätigkeits- und Hilfsorganisationen vor sich. Seit dem Jahre 1906 bildete sich eine Unzahl von Vereinen und Organisationen, die ihre Entstehung verschiedenen Ursachen verdankten und welche die verschiedensten Zwecke verfolgten.

Damals gab es in Paris folgende grössere Organisationen, deren Ziele zunächst nach jüdischen Angaben dargestellt werden:

A 102199

H4799 – 0019

Internationale Organisationen.

HICEM: (HIAS-ICA-EMIGRATION ASSOCIATION) zur moralischen und materiellen Hilfe jüdischer Emigranten mit 41 angeschlossenen Comités in 25 Staaten von Europa und Uebersee.

Die eine der beiden in der HICEM vereinigten Organisationen, die:

JEWISH COLONISATION ASSOCIATION (ICA) wurde von Baron Maurice de HIRSCH im Jahre 1891 gegründet und verfolgte den Zweck, produktive Arbeit für Juden, insbesondere in Landwirtschaft und Handwerk, zu finden. Die ICA verfügte über viele eigene Siedlungen, die bekannteste ist in Argentinien. Die zweite Teilorganisation der HICEM war die

HEBREW EMIGRATION AND SHALTER (HIAS). Sie befasste sich in erster Linie mit der Versorgung jüdischer Emigranten. -

THE PALESTINE JEWISH COLONISATION ASSOCIATION (PICA), eine Edmond de Rothschild-Stiftung zur Förderung des Aufbaues von Palästina.

AMERICAN JOINT DISTRIBUTION COMITTE. Diese Organisation hat das Ziel, durch Geldsammlungen in U.S.A. die Mittel für die Unterstützung notleidender Juden in Europa aufzubringen.

CENTRAL BUREAU DER O.R.T.: Vereinigung von Organisationen zur Propagierung von industrieller und landwirtschaftlicher Arbeit unter den Juden. O.R.T. unterhält zu diesem Zweck handwerkliche Unterrichtsstätten und Firmen in 15 Staaten.

A 102200

H4799 - 0020

L. I. C. A. (Ligue INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'Antisemitisme)

Diese Vereinigung stand unter dem Präsidium von Bernard Lecache. Sie wurde (wie schon der Name sagt) als "Politische Vereinigung gegen Rassenhass und Antisemitismus" gegründet. In den letzten Jahren betrieb sie auch eine weitgehende Hilfe und Unterstützung von Emigranten und sonstigen Flüchtlingen.

Weitere wichtige Internationale Organisationen waren: KEREN KAYEMETH LEISSRAEL De France und das "AID COMITEE FOR REFUGEES". (A.C.R.)

Eine Mittelstellung zwischen den Internationalen Organisationen einerseits und den Vereinen mit karitativen Zwecken andererseits nimmt die Gesellschaft O S E ein. Diese in Russland gegründete Organisation eröffnete 1935 in Paris einen Ausschuss. Hauptzweck war die prophylaktische Betreuung des Gesundheitszustandes der Jugend.

KARITATIVE VEREINE.

COMITE DE BIENFAISANCE ISRAELITE De PARIS: Gegründet 1809. Zweck: Unterstützung und allgemeine Befürsorgung von bedürftigen Juden. Führende Organisation auf dem Gebiete der Wohltätigkeit.

A 102201

H4799 - 0021

In der ersten Reihe der Wohltaetigkeitsorganisationen standen auch die verschiedenen ROTHSCHILD-STIFTUNGEN: Das im Jahre 1850 gegruendete Rekonvaloscentenheim (Alphonse de Rothschild-Stiftung) mit Hospital, Altersheim, Weisenhaus und einer Klinik, gestiftet von Adolf de Rothschild.

Neben einer Unzahl von Vereinen, die auf gegenseitiger Unterstuetzung der Mitglieder (welche meistens aus dem gleichen Lande oder der gleichen Stadt stammten) aufgebaut waren, finden sich Wohltaetigkeitsvereine mit grossem Wirkungskreis wie:

LA COLONIE SCOLAIRE:

FOUR NOS ENFANTS

CANTINE POPULAIRE und

ASSOCIATION PHILANTROPIQUE DE L' ASILE DE NUIT, DE L'ASILE DE JOUR ET DE LA CRECHE ISRAELITE und vieleandere.

A 102202

H4799 – 0022

b) Aktionen der Sipo und des SD (// Einsatz-Kommando Paris) gegen diese Organisationen und führende jüdische Personen.
(Der Bericht stammt von // Hauptstuf. Hagen)

Die Auswertung des in Deutschland, Oesterreich, CSR. und Polen sichergestellten Materials liess den Schluss zu, dass die Zentrale des Judentums für Europa und damit die Hauptverbindung nach den überseeischen Ländern in Frankreich zu suchen sei. Aus dieser Erkenntnis heraus wurden daher zunächst die bereits bekannten grösseren jüdischen Organisationen wie:

Congrès juif mondial

Comitée de Documentation

American Joint Distribution Comitee ("Joint")

Alliance Israélite Universelle

Consistoire Central mit den Rabbinaten u. Gemeinden

Hicem sowie die angeschlossenen kleineren Unterstützungsorganisationen

Comitée d'Assistance aux Refugiés

Ligue Internale ~~~~ contre l'Antisémitisme

durchsucht und versiegelt.

Ausserdem wurden aufgrund des bei den grösseren Organisationen gefundenen Adressenmaterials, weitere kleine Gruppen und Vereine überholt.

Auffallend war, dass die Organisationen für das Juden-

A 102203

H4799 - 0023

tum in Frankreich, d.h. für die Masse nicht die Bedeutung besassen wie in Deutschland oder Polen, sondern dass ihre Hauptaufgabe darin bestand, in erster Linie für die Emigranten zu sorgen. Hierbei bedienten sie sich weitgehendst ihrer besonders guten Beziehungen zu französischen Regierungsstellen, einzelnen Ministerien, Senatoren und Abgeordneten.

In dieser Hinsicht trat besonders die "Ligue International contre l'Antisemitismus" (Lica), die als eine Zwischenorganisation zwischen Juden und Nichtjuden anzusehen ist, hervor. Diese Organisation, die neben der Betreuung der Emigranten die Hetze gegen das neue Deutschland in erster Linie betrieb, erfreute sich der Protektion hoher Regierungsmitglieder, wie Daladier, Mandel und Sarraut.

Der Congres Juif Mondial hat über seine unterstützende Tätigkeit hinaus alle wichtigen Stellen in Frankreich und im übrigen Ausland auf Grund seiner vertraulichen Berichte über die Emigranten laufend informiert.

Ueberhaupt haben sich die genannten Organisationen sehr stark nachrichtendienstlich betätigt.

In einem Fall wurde ein Schwarzbuch über die Behandlung der Juden in Polen sichergestellt , das , obwohl es erst kürzlich in Paris gedruckt worden war, bei mehreren Politikern, Regierungsstellen und Organisationen, die mit diesen Stellen in Verbindung standen, vorgefunden wurde.

A 102204

H4799 - 0024

Für die Festigung des französischen Judentums trat fast nur die Alliance Israelite Universelle ein.

Wie bereits erwähnt, waren die Stützen des Judentums in Frankreich weniger die Organisationen, als einzelne Juden in hohen Regierungsstellen und in der Wirtschaft.

Die grösste Rolle spielte hier die Familie Rothschild, die die Spitze des gesamten französischen Judentums darstellte. Insbesondere unterhielten die Brüder Eduard und Robert de Rothschild Verbindungen zu allen Organisationen. Während Robert Rothschild die politische Sicherung des Judentums in Frankreich übernahm, ermöglichte Eduard die Durchführung aller finanziellen Transaktionen.

Ein weiteres charakteristisches Bild über die Verquickung von Judentum und französischer Politik ergab das Material, das bei dem ehemaligen Innenminister Mandel sichergestellt wurde. In ihm fand das Judentum in Frankreich neben der ideellen Unterstützung auch zugleich ein Regierungsmitglied, das die gesetzliche Stellung des Judentums immer festigte.

Da aufgrund der Ergebnisse der Durchsuchung der Organisationen vermutet wurde, dass sich viel Material noch in den Wohnungen massgeblicher Juden befindet, wurden die hauptsächlichsten von ihnen, wie:

Rothschild, sämtliche Familienmitglieder

Mandel (Jerobeam Rothschild)

Mendel, Presseattache engl. Botschaft

A 102205

H4799 - 0025

Lecache, Präsident der Lica

Marc - Jarblum, führendes Mitglied des Congrès Juif Mondial

Moro Giaffieéri, bekannter Verteidiger vieler jüdischer Prozesse (Grünspan, Frankfurter, Kairoer-Judenprozess)

Torres, Verteidiger in zahlreichen Judenprozessen (Grünspan)

Issai, Schwartz, Grossrabbiner von Frankreich,

Julien Weill, Grossrabbiner von Paris,

dio wichtigsten Mitglieder der jüdischen W tschaftsfamilien usw. durchsucht.

Bei den mit dem Grünspanprozess in Verbindung stehenden Rechtsanwälten wurden u.a. die ausführlichen Unterlagen der Prozessführung sichergestellt. Weiterhin wurden Schriftstücke gefunden, die beweisen, dass die katholische Kirche aktiv an der Propaganda dn diesem Prozess teilgenommen hat.

Ueber die Verbindung zur katholischen Kirche gaben Unterlagen Aufschluss, die bei den Rabbinern Schwartz und Weill sichergestellt wurden. Aus einem, an den Grossrabbiner von Frankreich gerichteten Brief des Juden Simon ist ersichtlich, dass sich der Papst über die Vermittlung des ehemaligen deutschen Reichskanzlers W i r t h bereit erklärt hat, die jüdische Propaganda gegen den deutschen Rassengedanken zu unterstützen, allerdings unter der Bedingung, dass die internationale Presse, die, wie in dem Brief steht " in einem so

A 102206

H4799 – 0026

grossen Teil vom jüdischen Kapital kontrolliert wird", sich gegen die Verfolgung der Katholiken in Mexiko einsetze. Der Brief besagt weiter, dass auch Kardinal Faulhaber mit in die Aktion einbezogen wurde. Der Brief stammt vom 13.8.1936.

Ein weiterer beim Grossrabbiner von Frankreich vorgefundener Brief des Bischofs von Strassburg und des Erzpriesters von Montbeliard aus dem Jahre 1939 gibt die Bestätigung, dass sich die Verbindung Judentum-katholische Kirche noch weiter vertieft hat.

Die Ueberholung der Wohnung des Presseattachés der britischen Botschaft, Sir Charles Mendel ergab, dass dort die Anlaufstelle aller gegen Deutschland arbeitenden jüdischen Personen war. Insbesonders war dies die Anlaufstelle der bedeutenden jüdischen Emigranten.

Die bestehende Verbindung zur II. Internationale, sowie zu den englischen Gewerkschaftsverbänden bewies das Schriftenmaterial, das bei dem führenden Funktionär des Congrès juif Mondial M a r c - Ja r b l u m sichergestellt wurde.

Zusammengefasst kann gesagt werden, dass aufgrund des sichergestellten Materials das Judentum in Frankreich in Verbindung mit dem Katholizismus, sowie massgeblichen Politikern das letzte Bollwerk auf dem europäischen Kontinent bildete.

A 102207

H4799 - 0027

c) Jüdisches Leben nach dem deutschen Einmarsch.

Nach dem Waffenstillstand und der Wiederkehr normaler Lebensverhältnisse zeigte es sich, dass, während einerseits fast alle jüdischen Verbände aufgehört hatten zu existieren (Wegfall der leitenden Funktionäre und der in das unbesetzte Gebiet geflohenen Geldgeber), andererseits das Hilfsbedürfnis ständig im Anwachsen begriffen war.

Die fortschreitende Judengesetzgebung deutscherseits bewirkte eine ständige Verschärfung des jüdischen sozialen Problems. Nach menschlichem Ermessen hätte dieser Umstand einen günstigen Boden für den Gedanken einer jüdischen Gesamtorganisation abgeben müssen.

Schon seit Oktober 1940 sind durch das Judenreferat Vorarbeiten für die Errichtung dieser zentralen Judenorganisation geleistet worden. Allein, das Unverständnis der Juden selbst, die französischem Gesetzgebung und vor allem der bei der Militärverwaltung vertretene Grundsatz, gerade die Regelung dieser Frage den Franzosen selbst zu überlass brachten ungeahnte Verzögerungen mit sich.

Nur vier der früheren Unterstützungsvereinigungen hatten nach der Beendigung des Westfeldzuges ihre Tätigkeit i Paris wieder aufgenommen:

COMITE DE BIENFAISANCE ISRAELITE DE PARIS,

OSE,

A 102208

H4799 -0028

LA COLONIE SCOLAIRE,

ASILES ISRAELITES.

Erst am 31. Januar 1941 kam es zur endgültigen Gründung des

COMITE DE COORDINATION DES OEUVRES

DE BIENFAISANCE DE GRAND - PARIS.

Dabei verpflichteten sich die weiter obengenannten vier Vereine zur Zusammenarbeit, um, unter Wahrung ihrer Selbständigkeit, durch Zentralisierung der Arbeit bessere Ergebnisse erzielen zu können. Die damals begonnend Arbeit fuhr sich jedoch fest, da nur Sitzungen abgehalten und Beschlüsse gefasst wurden, aber keine Taten folgten.

Erst die am 27. März 1941 erfolgte Wahl des Rabbiners Marcel Sachs zum Vorsitzenden des COMITES , verbunden mit einer Verpflichtungserklärung der vereinigten Organisationen, brachte weiteren Fortgang.

Am 31. März 1941 wurden schliesslich Satzungen beschlossen, gegen die seitens der Pariser Polizeipräfektur nach stillschweigender Genehmigung durch die deutschen Behörden kein Einspruch erhoben wurde. Gleichzeitig verlangte der Judenreferent des SD die Errichtung einer jüdischen Zeitung. Die erste Nummer erschien am 19. April 1941 unter dem Titel "Information Juives". Die Zensur wird durch das Judenreferat ausgeübt. Propagandaabteilung Frankreich und Propagandastaffel Paris, sowie Kommandant von Gross-Paris haben dieser Regelung als selbstverständlich zugestimmt.

A 102209

H4799 - 0029

Die ersten drei Nummern gingen kostenlos an alle in Paris gemeldeten jüdischen Familienvorstände. Durch Uebergabe einer Kartei, die auf hiesige Veranlassung erfolgte und die rd. 65 ooo Juden enthält, war die Judenorganisation erst instand gesetzt worden, die späteren Zwangsmitglieder zu erfassen. Diese Nummern enthielten Aufrufe an die Juden von Gross-Paris, freiwillig Mitglieder des "COMITES DE COORDINATION" zu werden und sich - nach Möglichkeit - zur Zahlung eines kleinen monatlichen Beitrages zu verpflichten.

Dadurch wurde erstmalig der Plan eines Zusammenschlusses aller Juden in Paris vor der breiten oeffentlichkeit zur Discussion gestellt. Trotz heftiger jüdischer Gegenpropaganda setzte ein grosser Zustrom von Mitgliedern ein (z.Zt. etwa 6 ooo Mitglieder).

Das "COMITE DE COORDINATION" ist heute bereits die grösste jüdische Organisation, die es jemals in Paris gab.

Unsererseits wurde dem Comite de Coordination das Gebäude der ehemaligen ICA, 29 rue de la Bienfaisance zur Verfügung gestellt, wodurch diese technische Schwierigkeit behoben war. Die coordinierten Organisationen üben ihre bisherige Tätigkeit (Fürsorge, Ausspeisungen, ärztliche Beratungsstellen, Patronagen, Asile usw.) im eigenen Wirkungskreis weiter aus. In wöchentlich stattfindenden Sitzungen werden aber gemeinsame Richtlinien besprochen und die Verteilung der finanziellen Lasten vorgenommen.

A 102210

H4799 - 0030

Aus den Ausführungen des vorhergehenden Abschnittes zeichnen sich schon deutlich die Umrisse des angestrebten Zieles ab.: Die Judenschaft von Paris soll in einer straffen Organisation zusammengefasst werden, die ähnlich den jüdischen Organisationen in Deutschland das Leben der Juden leitet. Für einen Unterhalt in der Gegenwart und für ihre Berufs- (Arbeits) möglichkeiten sorgt und dem Staate gegenüber voll verantwortlich ist.

Nachdem durch die Inhaftierung von 3600 polnischen Juden (auf Grund eines französischen Gesetzes und unserem Druck) und der Festnahme des infolge Krankheit des Juden Sachs als geschäftsführenden Präsidenten tätigen Juden Alfons Weil etwas Schwung hereingekommen war, bequemten sich auch die sog. französischen Juden zur Mitarbeit.

Neue Organisationsform : siehe nachstehendes Chema.

Ab 1.7.1941 wird diese zunächst noch nicht als offizielle Vertretung der Judenschaft anerkannte Organisation ihrer Arbeit im vollem Umfang aufnehmen. Ihre Leitung setzt sich hälftig aus Juden französischer bezw. fremder Staatsangehörigkeit zusammen.

Der Judenreferent des SD ist mit allen zuständigen Bearbeitern der deutschen Botschaft und der Militärverwaltung darin einig, dass eine solche Organisation unerlässlich ist. Da aber eine Verordnung durch den Militärbefehlshaber aus irgendwelchen Gründen nicht herausgegeben wird

H4799 - 0031

und andererseits der Judenkommissar Vallat garnicht daran denkt auf diese Weise eine Absonderung für Juden von den Nichtjuden nach aussenhin auszudrücken, werden andere Wege beschritten.

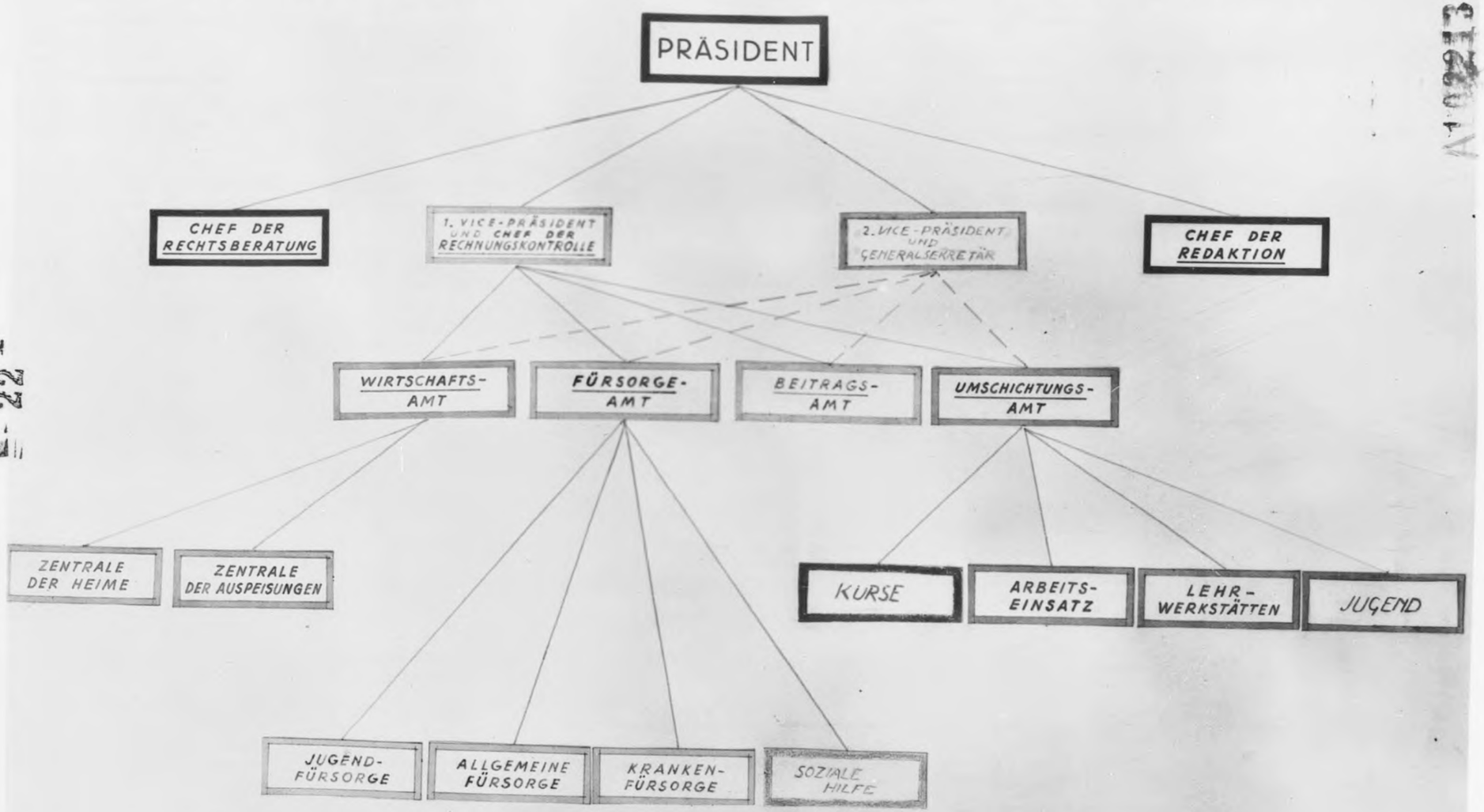
Es wurde mit der Dienststelle des Kommandanten von Gross-Paris vereinbart, dass es künftig jüdischen Organisationen nur noch möglich ist über den jüdischen Coordinationsausschuss an deutsche Stellen heranzutreten. So wurd zwangsläufig eine Eingliederung aller kleinen Judenvereine erzielt.

Ausserdem wurde mit der Pariser Stelle der nationalen Hilfe (Secours National) vereinbart, dass nach Ablauf eine Frist von vier Wochen kein Jude mehr durch die S.N. ausgespeist oder beherbergt würde. Die S.N. wird einen Sonderbeauftragten für die Kontrolle des Coordinationsausschusses in dieser Sache einsetzen. Die Sperrung jüdischer Guthaben zwingt schon in allernächster Zeit die Judenschaft selbst, das Ansuchen zu stellen, dem jüdischen Coordinationsausschu zu ermöglichen, für ihn bestimmte Geldspenden aus dem blokierten Vermögen empfangen zu dürfen. Genehmigung dieses ~~Ausschusses~~ Ansuchens bedeutet dann aber das praktische Bestehen einer jüdischen Zwangsvereinigung.

Man sieht also, auch dieser Punkt wird im gewünschten Sinne - wenn auch auf "kaltem Wege" - erledigt.

H4799 – 0032

ORGANISATION DER JUDEN VON GROSS-PARIS UND FRANKREICH



H4799 – 0033

Politisches Wirken des Judenreferates der Sicherheitspolizei und des SD

Nach dem Erlass des Judenstatuts der französischen Regierung vom 3. Oktober 1940 war ein gewisser Stillstand in der Behandlung der Judenfrage in Frankreich eingetreten. Infolgedessen wurde vom Judenreferat der Plan eines "Zentralen Judenamtes" entworfen. Ueber diesen Plan wurde mit der Militärverwaltung am 31. Januar 1941 verhandelt. Diese zeigte sich dabei desinteressiert und übergab die Angelegenheit als eine rein politische dem SD zur Regelung, im Einvernehmen mit der Deutschen Botschaft. Auf das stete Drängen des Judenreferats und der Botschaft beschloss der französische Ministerrat am 8.3.41 die Errichtung eines Generalkommissariats für Judenfragen. Nach weiteren drei Wochen erfolgte die Ernennung des Generalkommissars in der Person von Xavier Vallat, ehemaliger Generalsekretär der Frontkämpferlegion (Sonderbericht über Vallat liegt bei). Die Ernennung Vallats erfolgte erst nach wiederholtem deutschen Ersuchen. Wieder einmal wollten die Franzosen ihre alte Verschleppungstaktik anwenden.

Nach der Ernennung wurde sofort von Seiten der Botschaft und des Referates die Verbindung mit Vallat aufgenommen. Am 3.4.41 erfolgte die erste Zusammenkunft in der Botschaft in Anwesenheit von Botschafter Abetz, dem französischen Botschafter de Brinon und SS-Obersturmführer Dannecker. Der Botschafter umriss in einer kurzen Rede das jüdische Problem. Vallat antwortete, dass es ihm Freude bereite, an der Lösung der Judenfrage mitarbeiten zu können (Höflichkeitsfloskel!).

Bei den weiteren Besprechungen mit Vallat stellte sich jedoch heraus, dass er garnicht daran dachte, eine klare Lösung der Judenfrage herbeizuführen.

A 102214

H4799 – 0034

Während einer bei Dr. Best stattfindenden Besprechung erklärte er, dass er nach seiner Auffassung als Judenkommissar mit folgenden 3 Punkten beauftragt sei:

1. Entwurf von Erweiterungsgesetzen und deren Vorlage und Durchsetzung beim Marschall.
2. Beobachtung der politischen, wirtschaftlichen und sozialen Tätigkeit der Juden im besetzten und unbesetzten Frankreich und Nordafrika.
3. Die Erfassung und listenmässige Festlegung der gesamten Juden in Frankreich.

Vallat hat offen zu verstehen gegeben, dass er unnötige Härten gegen die Juden vermeiden möchte, wie für Vallat überhaupt nicht Jude 'Jude' ist. Auch hier teilte er drei Gruppen ein, die seine Einstellung klar aufzeichnen:

1. sogenannte Alteingesessene, vorwiegend aus dem Elsass stammende Juden.
2. Juden, die nach der Errichtung der Zweiten Republik ins Land kamen.
3. Die fremdstaatigen Juden. Darunter lässt er auch - und das ist richtig - die seit 1919 naturalisierten Juden fallen.

Nach all diesen Erkenntnissen war es klar, dass Vallat nur eine beratende Stelle innehatte. Er kann vielleicht dem Marschall Pétain noch Gesetzvorschläge unterbreiten, die sich auf das Statut vom 3. Oktober 1940 stützen. Durch die vielen Ausnahmen und Zusätze aber, die Vallat will, muss zwangsläufig eine sehr komplizierte Gesetzgebung entstehen. Das Referat sowie auch die Botschaft erkannten sofort, dass in dieser Form keine Ergebnisse gezeitigt werden könnten.

A 102215

H4799 - 0035

Das Judenreferat begann sofort erneut vorzustossen und forderte, dass Vallat mit erweiterten Vollmachten ausgestattet würde. Folgende Vollmachten wurden für den Generalkommissar für Judenfragen verlangt:

1. Vergrösserung der Vollmachten, um ihn instandzusetzen, von sich aus die für die Durchführung der Entjudung des französischen Lebens nötigen Anordnungen herauszugeben (Judenstatut - Rahmengesetz, Generalkommissar - ausführendes Organ im einzelnen).
2. Zentralisierung der bisher bestehenden Dienste im Generalkommissariat für Judenfragen.
3. Anordnung über die Meldepflicht des Judenvermögens und dessen Verwaltung unter Aufsicht des Judenkommissars.
4. Gleichzeitige Errichtung der jüdischen Zwangsvereinigung.

Nach wiederholten Unterredungen von SS-Obersturmführer Dannecker mit Botschafter de Brinon und auf den Hinweis seitens des Deutschen Botschafters wurde am 19.5.41 ein Gesetz zur Abänderung des Artikels 2 des Gesetzes vom 29.3./anlässlich einer Unterredung mit Admiral Darlan zwecks Gründung eines "Generalkommissariats für Judenfragen" erlassen ~~(als Anlage beigefügt)~~. Dieses brachte eine Erweiterung des Aufgabengebietes und vor allem auch der Verantwortung Vallats.

Man war gespannt, wie er nun die ihm zur Verfügung stehenden Mittel anwenden würde. Kurze Pressenotizen erklärten, dass der Judenkommissar damit beschäftigt sei, alle in Frankreich lebenden Juden statistisch zu erfassen und ihre Anteile an den einzelnen Berufen festzustellen. Wie weit das geschehen ist, konnte bisher nicht festgestellt werden. Vallat gab weiter zu verstehen, dass es erst eines

H4799 - 0036

gründlichen Studiums der Fragen überhaupt bedürfe, um an die eigentliche Frage heranzugehen. Zunächst wäre dabei nicht Frankreich, sondern Nordafrika besonders wichtig. Er entschuldigte sich auch weiter damit, dass er sagte, in Deutschland hätte es auch längere Zeit gedauert und auch dort wären Ausnahmen gemacht worden. Das Referat und die Botschaft erkannten klar, dass es so nicht zu den gewünschten Ergebnissen führen könnte. Es wurde nun vom Referat der Vorschlag unterbreitet, eine Verbindungsstelle zum Generalkommissariat zu errichten. Dies umsomehr, als Vallat immer erklärte, er wisse nicht, wer nun eigentlich für Judenbehandlung zuständig sei: Die Botschaft, der Militärbefehlshaber (bei diesem wieder Abteilung Wirtschaft oder Abteilung Verwaltung) oder der SD.

Der Vorschlag des Judenreferates wurde SS-Brigadeführer Dr. Best durch SS-Obersturmbannführer Dr. Knochen überreicht. Dieser Vorschlag besagte, dass eine Verbindungsstelle errichtet werden sollte, der die Vertreter der vier genannten Dienststellen angehören sollten. Die Geschäftsführung sollte in der Hand des Judenreferenten des SD liegen, gemäss der Zuständigkeitsregelung des OKW, OKH und des Militärbefehlshabers in Frankreich. Auf Grund dieser Anregung kam es am 10.6.41 zu einer Besprechung. Teilnehmer: Ministerialrat Dr. Stortz für Militärbefehlshaber in Frankreich, Verwaltungsstab, Abt. Verwaltung. Oberkriegsverwaltungsrat Dr. Blancke (Abt. Wirtschaft), Legationsrat Dr. Zeitschel (Deutsche Botschaft) und SS-Obersturmführer Dannecker. Die Herren der Militärverwaltung brachten dabei klar zum Ausdruck, dass die Zuständigkeit des SD durch die Erlasse des OKW bezw. OKH, sowie den letzten Geheimerlass des Militärbefehlshabers in Frankreich vom 25.3.41

H4799 -0037

gegeben sei. Dr. Stortz führte aus, dass es aus verschiedenen Gründen besser sei, von einem eigentlichen Verbindungsbüro , das vom SD getragen sei, abzusehen. Von Seiten des SS-Obersturmführers Dannecker wurde erklärt, dass es uns nur um die Gesamtlösung der Frage geht und der SD infolgedessen die Möglichkeit haben muss, die vom RSHA kommenden Befehle auszuführen. Dazu gehöre selbstverständlich, dass das Referat über alle im jüdischen Sektor vorgehenden Dinge unterrichtet sei. Es wurde durch den Judenreferenten nochmals festgestellt, dass eine Zentralstelle unbedingt notwendig sei, um die Möglichkeit einer einheitlichen Steuerung zu erhalten.

Als Ergebnis der Unterredung wurde dann beschlossen, wöchentlich in demselben Kreise beim Juden-Referat zusammenzukommen. Bei diesen Besprechungen werden alle Absichten, Erfahrungen und Beanstandungen gegenseitig ausgetauscht. Als Ergebnis dieser Besprechung und der Gründung des beratenden Ausschusses kann gelten, dass nunmehr jedes Gegen- und Nebeneinanderarbeiten in der jüdischen Frage im besetzten Gebiet unmöglich gemacht ist.

Ferner ist die Feststellung des Ministerialrats Dr. Stortz wichtig, dass die Ausrichtung Vallats und dessen künftige Lenkung Sache des SD sei (Vallat erhält durch den MbF, Abt. Verwaltung, sinngemässe Weisung).

102218

H4799 - 0038

Xavier Vallat, Generalkommissar für Judenfragen.

Xavier Vallat, geboren am 23. Oktober 1891 in Villedieu (Vaucluse). Ehemaliger Lehrer, wurde am 16. November 1919 Abgeordneter, wechselte von den Parteien "Bleu horizon" zur "Union Républicaine démocratique" und "Jeune République". Im Oktober 1936 Präsident der Fédération Républicaine. Sein Wahlprogramm 1932: "Keine ernsthafte und dauerhafte wirtschaftliche Wiederaufrichtung ohne eine moralische Wiederaufrichtung". Am 29. Mai 1941 Generalkommissar für jüdische Fragen.

Nachstehend werden VM-Meldungen, Zeitungsberichte und Auszüge aus Kammerreden zur Abrundung des Bildes Vallats wiedergegeben:

Bericht eines VM:

Vallat als katholischer Militant:

Als Vizepräsident der nationalkatholischen Fédération neigt er dazu, das Judenproblem vom religiösen und nicht vom Rassenstandpunkt aus zu betrachten. Daher seine Ausnahmen zugunsten der "gut geborenen" und bekehrten Juden (Mauras dixit).

Auszug aus "Journal officiel" vom 7.6.36:

Vallat spricht in der Kammer:

"Meine Herren, wenn unser alter Kollege Georg Weil hier wäre, würde er nicht versäumen, mich des hitlerischen Antisemitismus anzuklagen. Aber ich beabsichtige nicht, den Mitgliedern der jüdischen Rasse, die zu uns kommen, das Recht sich zu akklimatisieren, abzuschlagen, wie allen anderen, die sich hier naturalisieren lassen."

192219

H4799 – 0039

Auszug aus dem "Journal officiel" vom 30.11.1939:

Vallat spricht in der Kammer:

"Eine der Bedingungen eines dauerhaften Friedens ist die Wiederherstellung der Deutschlande und die Vernichtung der gegenwärtigen Einheit des Reiches."

Bericht eines VM:

V. verlangte seinerzeit, dass die für Nationalspanien gesammelten Gelder zur Hälfte an das nationalspanische Rote Kreuz und zur Hälfte an das rotspanische Rote Kreuz zur Verteilung gelangen.

Bericht Judenreferat (AZ ZJ 12):

Vallat erklärt Ende 1940 anlässlich einer Sitzung vor 15 Frontkämpferführern in Marseille: "Le statut des juifs injure à la conscience humaine" (Das Judenstatut beleidigt das menschliche Gewissen).

Meldung:

"Eugène Deloncle: Von Vallat ist nichts Gutes zu erwarten. Er ist ein Politiker der alten Schule und würde teils aus Schwäche, teils aus Unfähigkeit die ganze Frage zum Nachteil Frankreichs sabotieren."

Unterredung am 3.4.41 bei Botschafter Abetz - offizielle Vorstellung des SS-Obersturmführers Dannecker als Judenreferent:

Es zeigt sich, dass V. über die technischen Einzelheiten noch nicht unterrichtet ist.

Auszug aus einem Bericht vom 4.4.41 über eine Unterredung zwischen SS-Obersturmführer Dannecker und Vallat:

Vallat: "Alteingesessene Juden können nicht gleich behandelt werden

A 102220

H4799 - 0040

wie die jüdischen Ausländer." Die Ausschaltung müsse nach und nach erfolgen. Vallat wolle zuerst das Judenproblem in Algier studieren. (Die Presseveröffentlichungen von V. zeigen seinen Willen zu Kompromissen).

Bericht eines VM vom 3.4.41:

Vallat schreibt in der Presse:

"Es gibt zunächst eine kleine Anzahl sehr alter jüdischer Familieh, zum grössten Teil elsässischen Ursprunges, die dadurch assimiliert sind. Es gibt Judenfamilien, die ~~nach~~ seit der Gründung der dritten Republik unter uns sind und welche in den Reihen der Kriegsteilnehmer von 1914 - 1918 standen.

Ohne Uebertreibung muss darüber gewacht werden, dass diese kleine Judenminorität unter uns genau wie andere Minoritäten von Ausländern leben können, ohne sie zu verdrängen.

Meldung vom 8. April 1941:

Bei dem Empfang bei Polignac am 6.4.41: "Alle Anwesenden waren der Ansicht, dass Vallat dieser schwierigen Aufgabe nicht gewachsen sei".

Bericht eines VM vom 26.5.41:

Vallat betonte, dass man unnötige Härten gegenüber den Juden möglichst vermeiden solle.

A 102221

H4799 - 0041

Aufgliederung des Judenreferates

Von Anfang an war Wert darauf gelegt worden, sowohl die sicherheitspolizeilichen als auch SD- maessigen Arbeiten in einer Hand zu vereinigen.

Waehrend zunaechst die personelle Besetzung den Angriff auf allen Gebieten etwas erschwert hatte, kam seit einigen Monaten durch Hinzukommen von Mitarbeitern eine Entspannung zustande.

Aufgabenverteilung:

Mangels eines Vertreters wird die Verbindung zu allen Diesntstellen, wie Deutsche Botschaft, Militaerbefehlshaber in Frankreich (Verwaltungsstab, Abt. Verwaltung und Abt. Wirtschaft), Propagandaabteilung Frankreich, Propagandastaffel Paris, Kommandant von Gross-Paris (Abt. Verwaltung und Abt. Wirtschaft). Landesgruppe der NSDAP und deutsches Generalkonsulat ausschliesslich vom Judenreferenten wahrgenommen.

Darueberhinaus leitet er die gesamte in seinem Sachgebiet anfallende Nachrichtenarbeit, da franzoesich sprechende Mitarbeiter nicht vorhanden sind.

Die Lenkung und Ausrichtung des Antijuedischen Institutes sowie die Behandlung des franzoesischen Generalkommissars fuer Judenfragen und die Bearbeitung der juedischen Zwangsvereinigung obliegen ihm ebenfalls.

F 102222

H4799 - 0042

Das Sachgebiet Prefecture ist gleichfalls durch einen Mitarbeiter besetzt. Im November 1940 wurde ein Mitarbeiter des Judenreferates auf Veranlassung des Judenreferenten als staendiger Verteter des Referates in die Pariser Polizeipraefektur abgestellt. Unserem Druck ist es zu verdanken, dass dort in kuerzester Zeit eine umfassend gegliederte Judenkartei mit laufender Statistik erstellt wurde. Die Kartei gliedert sich in eine rein alphabetische, wobei durch Farben in Juden franzoesischer bezw. fremder Staatsangehoerigkeit unterschidden wird, sowie eine Berufs- Strassen- und Nationalitaetenkartei. (Muster s. naechste Seite).

Allein das Sachgebiet Prefecture hat in den vergangenen drei Monaten folgende Taetigkeit verrichtet.:

Einzelaufstellung der Berichte, S.B.Pr.

Berichte ueber franzoesische Staatsbuerger	61
Berichte ueber Juden	45
Ermittlung ueber franzoesische Juden	28
Ermittlung ueber auslaendische Juden	10
Vernehmungen	42
Verhaftungen und Ueberweisungen in das K"	46
Feststellungen ueber juedische Beteiligungen an Geschaeften	102
Ermittlungen, ob als Jude gemeldet	68
Versch. Berichte	4

F 102223

H4799 - 0043

Infolge der unklaren Haltung zahlreicher fuehrender Beamter der Polizeipraefektur Paris wurde Mitte Mai die Abstellung von fuenf franzoesischen Inspektoren, einem Dolmetscher und einer Stenotypistin zum Sachgebiet Prefecture verlangt. Dieser Gruppe obliegt ausschliesslich die Durchfuehrung von Auftraegen, die durch den Judenreferenten gegeben werden. Daneben haelt der Sachbearbeiter noch die Verbindung zu dem Direktor des franzoesischen Spezialdienstes fuer Judenfragen. Dorthin werden auch taeglich Meldungen rein franzoesischen Charakters, die deutsche Interessen ueberhaupt nicht beruehren, abgeben.

So wurde es moeglich, allen deutschen Dienststellen in Paris ueber das Judenreferat Auskuenfte aus der Judenkartei zu geben.

A 102224

Kartenmuster.

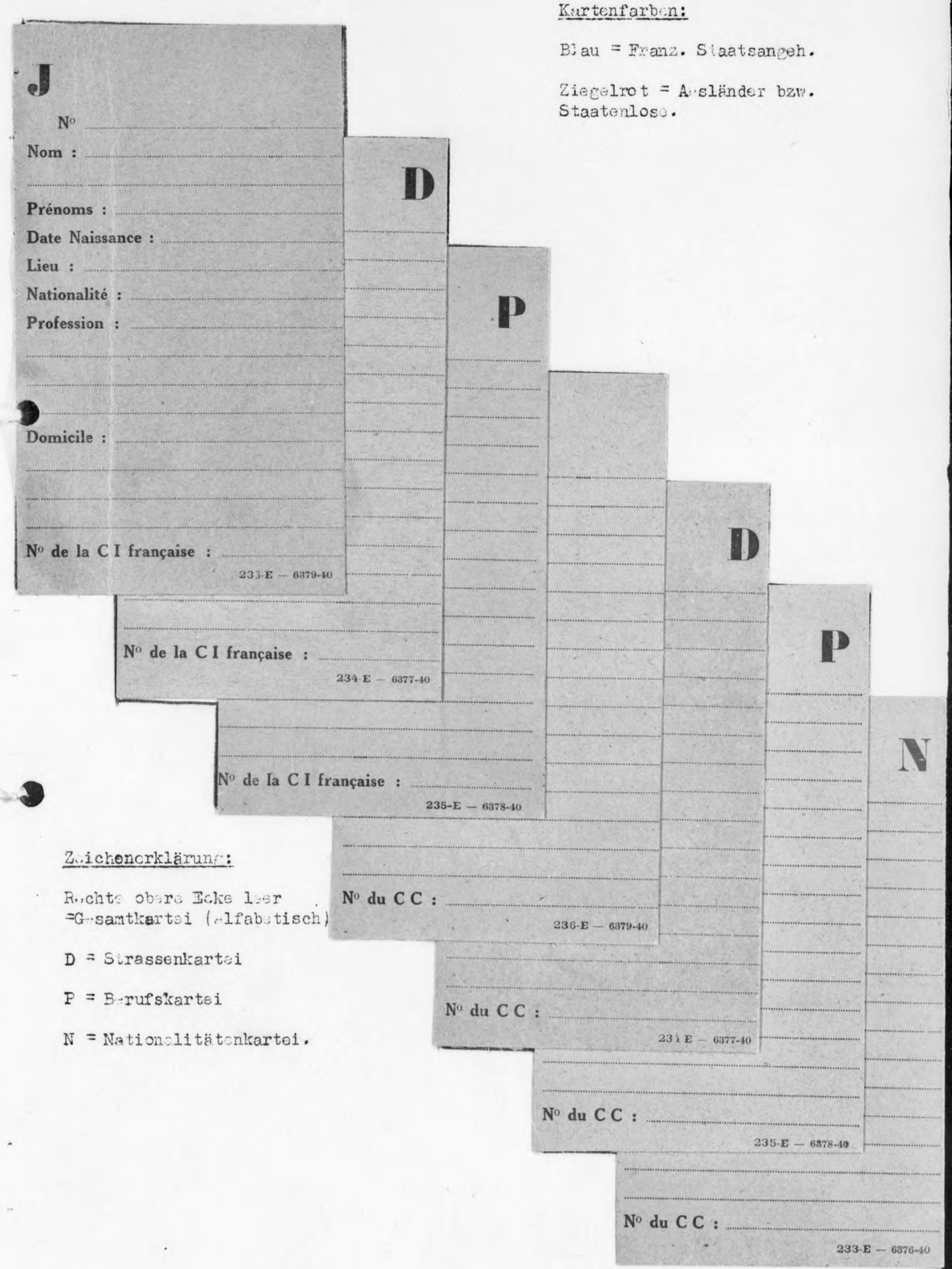
34

H4799 – 0044

Kartenfarben:

Blau = Franz. Staatsangeh.

Ziegelrot = Ausländer bzw. Staatenlose.



Zeichenerklärung:

Rechte obere Ecke leer = Gesamtkartei (alfabetisch)

D = Strassenkartei

P = Berufskartei

N = Nationalitätenkartei.

A 102225

35

H4799 – 0045

Stammkarten für Familienvorstände.

(blau wiederum Juden franz. Staatsangehörigkeit)

J

Nom : .....

Prénoms : ..... N° .....

Surnom : .....

Né le ..... C C N° .....

à .....

de (père) ..... né de (père) .....
(mère) .....

et de (mère) ..... née de (père) .....
(mère) .....

Nationalité (1) : .....

Entré en France le .....

SITUATION DE FAMILLE

marié (date) ..... (lieu) .....

avec : Nom : ..... Prénoms : .....

né (date) ..... (lieu) .....

de (père) .....
(mère) .....

Nationalité du conjoint (1) : .....

ENFANTS

Prénoms	Date et lieu de naissance	Nationalité (1)

DOMICILE

Principal : .....

Autres domiciles : .....

PROFESSION

Sans profession : .....

Travailleur : .....

.....

Artisan : .....

.....

Commerçant (N° de Registre du Commerce) : .....

.....

.....

.....

Rayer les mentions inutiles.

Indiquer la profession et le lieu de travail, le siège et les succursales de l'entreprise, sa raison sociale et, s'il s'agit d'une société, la nature de cette société, son n° d'immatriculation au registre du commerce et la qualité du déclarant.

(1) Indiquer si la nationalité a été acquise par filiation, mariage ou naturalisation.

229-E. — Imp. Chaix (B). — 6132-40.

J Nom
Prénom
Surnom
Né le
à
de (père
et de (
Nationa
Entré
marié
avec :
né (da
Nationa
Princip
Autres
Rayer le
Indiquer
de trav
cursale
raison
d'une
cette s
triculat
déclarant.
(1) Indiquer si la nationalité a été acquise par filiation, mariage ou naturalisation.
229-E. — Imp. Chaix (B). — 6132-40.

A 102226

H4799 – 0046

Deutsche Anordnung gegen Juden

1.) Verordnung ueber Massnahmen gegen Juden vom 27. September 194o.
(Verordnungsblatt fuer die besetzten franzoesischen Gebiete Nr. 9 vom 3o. September 194o.)

Inhalt: Definition des Begriffes Jude (dabei wird nur von juedischer Konfession nicht aber von juedischer Rasse gesprochen), Rueckkehrverbot fuer geflohene Juden in das besetzte Gebiet, Anmeldepflicht zum Judenregister und Kennzeichnung juedischer Geschaefte.

2.) Zweite Verordnung ueber Massnahmen gegen Juden vom 18. Oktober 194o
(Verordnungsblatt fuer die besetzten franzoesischen Gebiete Nr. 12 vom 2o. Oktober 194o.)

Inhalt: Genaue Definition des Begriffes "juedisches wirtschaftliches Unternehmen".

3.) Dritte Verordnung ueber Massnahmen gegen Juden vom 26. April 1941
(Verordnungsblatt des Militaerbefehlshabers in Frankreich Nr. 32 vom 5. Mai 1941.)

Inhalt: Nuernberger Judenbegriff. Darueber hinaus wird als Jude betrachtet wer der juedischen Religionsgemeinschaft angehoert oder angehoert hat. Gewerbe- und Beschaeftigungsverbot fuer zahlreiche Berufsgruppen. Meldepflicht juedischer Geschaeftsanteile und Aktien (Treuhaenderbestellung).
(Die drei Verordnungsblaetter sind beigefuegt.)

A 102227

37

H4799 – 0047

Verordnungsblatt

für die besetzten französischen Gebiete.

Herausgegeben vom Oberbefehlshaber des Heeres
— Chef der Militärverwaltung in Frankreich —

Bestellungen nehmen alle Kommandanturen der Militärverwaltung an. Einzelnummern sind nur bei diesen Dienststellen zu haben.
Einzelpreis 0,20 RM.

Journal Officiel

contenant les ordonnances arrêtées par le Gouverneur militaire pour les territoires français occupés.

La souscription pourra se faire auprès de toutes les commandantures de l'Administration Militaire. Des exemplaires isolés ne pourront être achetés qu'auprès de ces autorités. Prix du numéro : 0,20 RM.

Nr. 9	Paris, den 30. September Paris, le 30 septembre	1940

Inhalt : Sommaire :

Verordnung über Maßnahmen gegen Juden. Vom 27. September 1940. — Ordonnance relative aux mesures contre les Juifs. Du 27 septembre 1940 92

102228

H4799 – 0048

Verordnung über Maßnahmen gegen Juden.

Vom 27. September 1940.

Auf Grund der mir vom Führer und Obersten Befehlshaber der Wehrmacht erteilten Ermächtigung verordne ich, was folgt:

§ 1.

Im besetzten Gebiet Frankreichs gilt als Jude, wer der jüdischen Konfession angehört oder angehört hat oder von mehr als zwei jüdischen Großelternteilen abstammt. Großeltern gelten als Juden, wenn sie der jüdischen Konfession angehören oder angehört haben.

§ 2.

Juden, die aus dem besetzten Gebiet geflohen sind, ist die Rückkehr in dieses verboten.

§ 3.

Jeder Jude hat sich bis zum 20. Oktober 1940 bei dem Unterpraefekten des Arrondissements, in dem er seinen Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt hat, zur Eintragung in das Judenregister zu melden. Die Anmeldung durch den Haushaltsvorstand genügt für die ganze Familie.

§ 4.

Geschäfte, (d. h. wirtschaftliche Unternehmen jeder Art), deren Eigentümer oder Pächter Juden sind, müssen bis zum 31. Oktober 1940 in deutscher und französischer Sprache als Judengeschäfte gekennzeichnet werden.

§ 5.

Die Vorsteher der jüdischen Kultusgemeinden haben den französischen Behörden auf Anfordern alle Unterlagen auszufolgen, die für die Anwendung dieser Verordnung von Bedeutung sein können.

102229

Ordonnance relative aux mesures contre les juifs.

Du 27 septembre 1940.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, je décrète ce qui suit :

§ 1.

Sont reconnus comme juifs ceux qui appartiennent ou appartenaient à la religion juive, ou qui ont plus de deux grands-parents (grands-pères et grand'mères) juifs. Sont considérés comme juifs les grands-parents qui appartiennent ou appartenaient à la religion juive.

§ 2.

Il est interdit aux juifs qui ont fui la zone occupée d'y retourner.

§ 3.

Toute personne juive devra se présenter jusqu'au 20 octobre 1940 auprès du sous-préfet de son arrondissement, dans lequel elle a son domicile ou sa résidence habituelle, pour se faire inscrire sur un registre spécial. La déclaration du chef de famille sera valable pour toute la famille.

§ 4.

Tout commerce, dont le propriétaire ou le détenteur est juif, devra être désigné comme «Entreprise juive» par une affiche spéciale en langues allemande et française jusqu'au 31 octobre 1940.

§ 5.

Les dirigeants des communautés israélites seront tenus de fournir sur demande des autorités françaises toutes les justifications et les documentations nécessaires pour l'application de la présente ordonnance.

H4799 – 0049

§ 6.

Zuwiderhandlungen gegen diese Verordnung werden mit Gefängnis und Geldstrafe oder einer dieser Strafen bestraft. Daneben kann auf Vermögenseinziehung erkannt werden.

§ 7.

Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündung in Kraft.

Für den Oberbefehlshaber des Heeres
Der Chef der Militärverwaltung
in Frankreich.

§ 6.

Les contraventions à la présente ordonnance seront punies d'emprisonnement et d'amende ou d'une de ces deux peines. La confiscation des biens pourra en outre être prononcée.

§ 7.

Cette ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication.

Pour le Commandant en Chef de l'Armée
Le Chef de l'Administration Militaire en France.

A 102230

38

H4799 – 0050

Verordnungsblatt

für die besetzten französischen Gebiete.

Herausgegeben vom Oberbefehlshaber des Heeres
— Chef der Militärverwaltung in Frankreich —

Bestellungen nehmen alle Kommandanturen der Militärverwaltung an. Einzelnummern sind nur bei diesen Dienststellen zu haben.
Einzelpreis 0,20 RM.

Journal Officiel

contenant les ordonnances arrêtées par le Gouverneur militaire pour les territoires français occupés.

La souscription pourra se faire auprès de toutes les commandantures de l'Administration Militaire. Des exemplaires isolés ne pourront être achetés qu'auprès de ces autorités. Prix du numéro : 0,20 RM.

Nr. 12	Paris, den 20. Oktober Paris, le 20 octobre	1940

Inhalt : **Sommaire :**

Zweite Verordnung über Maßnahmen gegen Juden. Vom 18. Oktober 1940. — Deuxième ordonnance concernant les mesures contre les juifs. Du 18 octobre 1940 112

A 102231

H4799 – 0051

Zweite Verordnung
über Maßnahmen gegen Juden

Vom. 18. Oktober 1940.

Auf Grund der mir vom Führer und Obersten Befehlshaber der Wehrmacht erteilten Ermächtigung verordne ich, was folgt:

§ 1.

Wirtschaftliches Unternehmen im Sinne dieser Verordnung ist jedes Unternehmen mit dem Ziele, sich an der Gütererzeugung, der Güterverarbeitung, dem Güterumtausch und der Güterverwaltung selbständig zu beteiligen, ohne Rücksicht auf die Rechtsform des Unternehmens und ohne Rücksicht auf die Eintragung in ein Register. Es gehören dazu auch Banken, Versicherungen, Büros der Notare und Avoués, das Amt des Wechselmaklers und Grundstücksgesellschaften.

Jüdisch ist ein Unternehmen, wenn die Eigentümer oder Pächter

a. Juden sind oder

b. Gesellschaften sind, bei denen ein Gesellschafter Jude ist oder

c. Gesellschaften mit beschränkter Haftung sind, bei denen mehr als ein Drittel der Gesellschafter Juden oder mehr als ein Drittel der Anteile in den Händen jüdischer Gesellschafter sind oder bei denen ein Geschäftsführer Jude ist oder mehr als ein Drittel des Aufsichtsrats Juden sind, oder

d. Aktiengesellschaften sind, bei denen der Vorsitzende des Verwaltungsrat oder ein beigeordneter Verwalter oder mehr als ein Drittel des Verwaltungsrats Juden sind.

Jüdisch ist ferner ein Unternehmen, dem ein Entscheid des für seinen Sitz zuständigen Präfekten zugestellt wird, es stehe überwiegend unter jüdischem Einfluß.

§ 2.

Jüdische wirtschaftliche Unternehmen oder solche wirtschaftlichen Unternehmen, die nach dem 23. Mai 1940 noch jüdisch gewesen sind, sind

Deuxième Ordonnance
concernant les mesures contre les juifs.

Du 18 octobre 1940.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, j'ordonne ce qui suit:

§ 1.

Aux termes de cette ordonnance est considérée comme entreprise économique toute entreprise ayant pour objet la participation autonome dans la fabrication, transformation, échange et l'administration de marchandises, sans tenir compte de la forme juridique de l'entreprise et de l'immatriculation dans un registre. Entre autres les banques, les compagnies d'assurances, les études des notaires et avoués, la charge de l'agent de change et les sociétés immobilières sont également comprises dans cette catégorie.

Est considérée comme juive une entreprise dont les propriétaires ou titulaires de bail

a. sont juifs ou

b. sociétés en nom collectif dont un associé est juif ou

c. sociétés à responsabilité limitée dont plus d'un tiers des associés sont juifs, ou dont plus d'un tiers des participations sont entre les mains d'associés juifs, ou dont le gérant est juif, ou dont plus d'un tiers des membres du conseil de surveillance sont juifs;

d. sociétés anonymes dont le président du conseil d'administration ou un administrateur délégué ou plus d'un tiers des membres du conseil d'administration sont juifs.

En outre, est considérée comme juive toute entreprise qui recevra du préfet du lieu de son siège social la notification qu'elle se trouve sous l'influence prépondérante juive.

§ 2.

Toute entreprise économique juive ou toute entreprise économique qui ont été juives après la date du 23 mai 1940 sont à déclarer jusqu'au

102232

H4799 – 0052

bis zum 31. Oktober 1940 bei dem zuständigen Unterpräfekten, in Paris beim Polizeipräfekten anzumelden. Zuständig ist die Behörde, in deren Bezirk natürliche Personen ihren Wohnsitz, juristische Personen ihren Sitz haben. Dies gilt auch für jüdische wirtschaftliche Unternehmen mit dem Sitz außerhalb des besetzten Gebietes für den im besetzten Gebiet betriebenen Teil des Unternehmens. Für die nach § 1 Abs. 3 jüdischen Unternehmen besteht keine Meldepflicht.

Die Anmeldung hat zu enthalten:

a. Namen, Sitz und Eigentümer oder Pächter des Unternehmens unter Hervorhebung der Umstände, auf Grund deren das Unternehmen jüdisch ist oder nach dem 23. Mai 1940 noch jüdisch gewesen ist;

b. bei Unternehmen, die nicht mehr jüdisch sind, die Vorgänge, durch welche die Voraussetzungen weggefallen sind;

c. die Art des Unternehmens nach den gehandelten oder hergestellten oder verwalteten Gütern unter Hervorhebung des Hauptgegenstandes;

d. Zweigniederlassungen, Werkstätten und Nebenbetriebe;

e. den Umsatz nach der letzten Umsatzsteuererklärung;

f. den Wert des Warenlagers, der vorhandenen Rohstoffvorräte, der verwalteten Grundstücke und Gelder.

§ 3.

Alle jüdischen wirtschaftlichen Unternehmen, darüber hinaus alle Juden und Ehegatten von Juden sowie alle juristischen Personen, die nicht wirtschaftliche Unternehmen sind und mehr als ein Drittel Juden unter den Mitgliedern oder in der Leitung haben, haben bis zum 31. Oktober 1940 bei den Unterpräfekten, in Paris beim Polizeipräfekten, anzumelden:

die ihnen gehörigen oder verpfändeten

Aktien,

Gesellschaftsanteile,

stillen Beteiligungen an wirtschaftlichen Unternehmen und Darlehen an wirtschaftliche Unternehmen,

31 octobre 1940 auprès du sous-préfet compétent et à Paris auprès du Préfet de Police. Sont compétentes les autorités de l'arrondissement où les personnes physiques ont leur domicile et où les personnes morales ont leur siège. Ceci s'applique également aux entreprises économiques juives ayant leur siège social en dehors du territoire occupé pour la partie de leur entreprise exploitée en territoire occupé. Les entreprises juives visées au § 1, alinéa 3, n'ont pas de déclaration à faire.

La déclaration doit contenir:

a. raison sociale, siège et propriétaire ou titulaire de bail de l'entreprise, en faisant ressortir les faits sur la base desquelles l'entreprise est juive ou avait été juive après le 23 mai 1940;

b. pour les entreprises qui ne sont plus juives, l'exposé des faits qui ont fait disparaître ces présomptions;

c. la spécification des marchandises ou biens qui sont négociés, fabriqués ou administrés, en faisant ressortir l'objet principal de l'activité;

d. succursales, usines et exploitations accessoires;

e. chiffre d'affaires d'après la dernière déclaration d'impôts;

f. la valeur du stock des marchandises, des matières premières existantes, des propriétés immobilières administrées et des espèces.

§ 3.

Toute entreprise économique juive ainsi que tous les juifs et conjoints de juifs et toutes les personnes morales qui ne sont pas des entreprises économiques ayant plus d'un tiers de juifs parmi leurs membres ou dans la direction doivent déclarer jusqu'au 31 octobre 1940 auprès du sous-préfet et à Paris auprès du Préfet de Police:

les actions leur appartenant ou qui leur ont été remises en gages,

participations dans les sociétés,

commandites dans des entreprises économiques et prêts effectués à des entreprises économiques, de plus, leurs propriétés immobilières et leurs droits dans les propriétés immobilières.

A 102233

H4799 – 0053

ferner ihre Grundstücke und Rechte an Grundstücken.

Zuständig für die Entgegennahme der Anmeldung ist die Behörde, in deren Bezirk das von der Beteiligung betroffene Unternehmen seinen Sitz hat oder in deren Bezirk das betroffene oder belastete Grundstück liegt.

§ 4.

Rechtsgeschäfte aus der Zeit nach dem 23. Mai 1940, durch die über das Vermögen der in § 3 genannten Personen verfügt wird, können vom Chef der Militärverwaltung in Frankreich für nichtig erklärt werden.

§ 5.

Für jüdische wirtschaftliche Unternehmen kann ein kommissarischer Verwalter bestellt werden. Auf ihn sind die Vorschriften der Geschäftsführungsverordnung vom 20. Mai 1940 (VOBl F S. 31) entsprechend anzuwenden.

§ 1 der Geschäftsführungsverordnug gilt auch für jüdische wirtschaftliche Unternehmen weiter.

§ 6.

Zuwiderhandlungen gegen die §§ 2 und 3 werden mit Gefängnis und Geldstrafe oder einer dieser Strafen bestraft. Daneben können die Vermögen nicht angemeldeter Unternehmen und die nach § 3 meldepflichtigen, aber nicht angemeldeten Gegenstände eingezogen werden.

§ 7.

Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündung in Kraft.

Für den Oberbefehlshaber des Heeres
Der Chef der Militärverwaltung
in Frankreich.

Sont compétentes pour recevoir les déclarations, les autorités de l'arrondissement où se trouve le siège de l'entreprise visée ou l'emplacement de la propriété immobilière hypothéquée ou non.

§ 4.

Toute opération juridique effectuée après le 23 mai 1940 et disposant des biens des personnes nommées au § 3 pourra être déclarée nulle par le Chef de l'Administration Militaire en France.

§ 5.

Pour les entreprises juives il pourra être nommé un commissaire-administrateur à qui s'appliqueront les prescriptions de l'Ordonnance concernant la gestion des affaires du 20 mai 1940 (VOBl F p. 31).

Le § 1 de l'Ordonnance concernant la gestion des affaires continue à être valable pour les entreprises économiques juives.

§ 6.

Les infractions aux §§ 2 et 3 seront punies par l'emprisonnement et amende ou une de ces deux peines. De plus, les biens des entreprises n'ayant pas fait de déclaration ainsi que les biens qui, aux termes du § 3 devaient être déclarés mais qui ne l'ont pas été, peuvent être confisqués.

§ 7.

Cette ordonnance entrera en vigueur dès sa publication.

Pour le Commandant en Chef de l'Armée
Le Chef de l'Administration Militaire en France.

102234

F 39

H4799 – 0054

Verordnungsblatt

des Militärbefehlshabers in Frankreich

(VOBlF)

Bestellungen nehmen alle Kommandanturen des Militärbefehlshabers in Frankreich an. Einzelnummern sind nur bei diesen Dienststellen zu haben. Einzelpreis 0,10 RM.

Journal Officiel

contenant les ordonnances du Militärbefehlshaber in Frankreich.

Les abonnements peuvent être souscrits auprès de toutes les commandantures du Militärbefehlshaber in Frankreich. On ne peut se procurer de numéros séparés qu'auprès de ces autorités. Prix du numéro 0,10 RM.

Nr. 32	Paris, den 5. Mai Paris, le 5 mai	1941

Inhalt :
Sommaire :

Seite :
Page :

Dritte Verordnung über Maßnahmen gegen Juden. Vom 26. April 1941. —Troisième ordonnance du 26 avril 1941, relative aux mesures contre les juifs..... 255

F 102235

H4799 – 0055

Dritte Verordnung über Maßnahmen gegen Juden.

Vom 26. April 1941.

Auf Grund der mir vom Führer und Obersten Befehlshaber der Wehrmacht erteilten Ermächtigung verordne ich, was folgt:

§ 1

Juden

(1) Jude ist, wer von mindestens 3 der Rasse nach volljüdischen Großeltern abstammt. Als volljüdisch gilt ein Großelternteil ohne weiteres, wenn er der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat.

Als Jude gilt auch, wer von 2 volljüdischen Großeltern abstammt und

a) beim Erlaß dieser Verordnung der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört oder darnach in sie aufgenommen wird oder

b) beim Erlaß dieser Verordnung mit einem Juden verheiratet war oder sich darnach mit einem solchen verheiratet.

In Zweifelsfällen gilt als Jude, wer der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört oder angehört hat.

(2) § 1 der Verordnung über Maßnahmen gegen Juden vom 27. September 1940 (VOBlF S. 92) wird aufgehoben.

§ 2

Nachträgliche Anmeldung

(1) Personen, die bisher nicht als Juden gegolten haben, jedoch unter die Bestimmungen des § 1 dieser Verordnung fallen, haben die Anmeldungen gemäß § 3 der Verordnung über Maßnahmen gegen Juden vom 27. September 1940 (VOBlF S. 92) und gemäß §§ 2 und 3 der Zweiten Verordnung über Maßnahmen gegen Juden vom 18. Oktober 1940 (VOBlF S. 112) bis zum 20. Mai 1941 vorzunehmen.

102236

Troisième ordonnance du 26 avril 1941, relative aux mesures contre les juifs.

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer und Oberster Befehlshaber der Wehrmacht, j'ordonne ce qui suit :

§ 1.

Juifs.

(1) Est considérée comme juive toute personne qui a au moins trois grands-parents de pure race juive. Est considéré *ipso jure* comme de pure race juive un grand-parent ayant appartenu à la communauté religieuse juive.

Est considérée également comme juive toute personne issue de deux grands-parents de pure race juive et qui,

a) au moment de la publication de la présente ordonnance, appartient à la communauté religieuse juive ou qui y entre ultérieurement; ou

b) au moment de la publication de la présente ordonnance, a été mariée avec un juif ou qui épouse ultérieurement un juif.

En cas de doute, est considérée comme juive toute personne qui appartient ou a appartenu à la communauté religieuse juive.

(2) Le § 1 de l'Ordonnance du 27 septembre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBlF p. 92) est abrogé.

§ 2.

Déclaration postérieure.

(1) Toute personne n'ayant pas été jusqu'à présent considérée comme juive mais qui tombe sous les dispositions du § 1er de la présente ordonnance devra, conformément au § 3 de l'Ordonnance du 27 septembre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBlF p. 92) et aux §§ 2 et 3 de la deuxième Ordonnance du 18 octobre 1940, relative aux mesures contre les juifs (VOBlF p. 112) en faire la déclaration avant le 20 mai 1941.

H4799 – 0056

(2) Maßnahmen gegen Personen, die bisher als Juden gegolten haben, jedoch nicht unter die Bestimmungen des § 1 dieser Verordnung fallen, werden auf Antrag aufgehoben.

§ 3

Gewerbe- und Beschäftigungsverbot

(1) Juden und jüdischen Unternehmen, für die ein kommissarischer Verwalter nicht bestellt ist, ist mit Wirkung vom 20. Mai 1941 der Betrieb nachfolgender Gewerbe untersagt:

a) des Groß- und Einzelhandels,

b) des Gaststätten- und Beherbergungsgewerbes,

c) des Versicherungsgewerbes,

d) der Schiffahrt,

e) der Spedition und Lagerei,

f) der Veranstaltung und Vermittlung von Reisen,

g) des Fremdenführergewerbes,

h) der Geschäfte von Verkehrs- und Fuhrunternehmen jeder Art einschl. der Vermietung von Kraftwagen und Fuhrwerken,

i) des Banken- und Geldwechslergewerbes,

j) des Pfandleihgewerbes,

k) der gewerbsmäßigen Auskunftserteilung und des Inkassogewerbes,

l) des Bewachungsgewerbes,

m) der Geschäfte von Automatenaufstellern,

n) der gewerbsmäßigen Anzeigenvermittlung,

o) der gewerbsmäßigen Wohnungs-, Grundstücks- und Hypothekenvermittlung,

p) der gewerbsmäßigen Stellenvermittlung,

q) der gewerbsmäßigen Ehevermittlung,

r) der gewerbsmäßigen Vermittlung von Geschäften über Waren oder gewerbliche Leistungen (Agenten, Makler, Vertreter, Reisende u. s. w.).

(2) In keinem Gewerbe dürfen nach dem 20. Mai 1941 Juden als leitende Angestellte oder als Angestellte, die in Verkehr mit der Kundschaft treten, beschäftigt werden. Leitende Angestellte sind diejenigen, die allein oder zusammen mit anderen Personen Zeichnungsrecht haben, die am Gewinn des Unternehmens beteiligt sind oder die

(2) Seront abrogées sur requête les mesures contre les personnes ayant été jusqu'à présent considérées comme juives, mais qui ne tombent pas sous les dispositions du § 1er de la présente ordonnance.

§ 3.

Interdiction d'exercer certaines activités économiques, ainsi que d'employer des juifs.

(1) A partir du 20 mai 1941, il sera interdit aux juifs et entreprises juives pour lesquelles un commissaire-gérant n'a pas été nommé, d'exercer les activités économiques suivantes:

a) Commerce de gros et de détail;

b) restaurants et industrie hotelière;

c) assurances;

d) navigation;

e) expédition et entrepôt;

f) agences de voyages, organisation de voyages;

g) guides;

h) entreprises de transport de toute catégorie y compris la location d'automobiles et d'autres véhicules;

i) banques et bureaux de change;

j) entreprises de prêt sur gages;

k) agences de renseignements et d'encaissements;

l) entreprises de surveillance;

m) exploitations d'appareils automatiques;

n) agences de publicité;

o) entreprises de transactions sur appartements, terrains et hypothèques;

p) agences de placement;

q) agences matrimoniales;

r) intermédiaires pour transactions sur marchandises et prestations industrielles (agents, courtiers, représentants, voyageurs, etc.).

(2) Dans aucune entreprise les juifs ne devront plus être occupés comme employés supérieurs ou comme employés en contact avec le public. Sont considérés comme employés supérieurs ceux qui possèdent seuls ou conjointement avec d'autres personnes la signature sociale, ceux qui sont intéressés dans les béné-

A 102237

H4799 – 0057

im Einzelfall vom Militärbefehlshaber oder von den zuständigen französischen Stellen als leitend bezeichnet werden.

(3) Auf Verlangen des Militärbefehlshabers oder der zuständigen französischen Stellen sind statt der ausscheidenden jüdischen Angestellten nicht jüdische zu beschäftigen.

§ 4

Jüdische Gesellschaftsanteile und Aktien

Für Anteile an Gesellschaften mit beschränkter Haftung und für Aktien, die Juden oder jüdischen Unternehmen gehören, können kommissarische Verwalter bestellt werden. Die Vorschriften der Geschäftsführungsverordnung vom 20. Mai 1940 (VOBlF S. 31) sind auf die Verwalter entsprechend anwendbar. Die Verwalter sind zur Veräußerung der Anteile und Aktien befugt. Gegenüber der Gesellschaft haben sie dieselben Rechte wie die Inhaber der Anteile oder Aktien.

§ 5

Notdürftiger Unterhalt

Kommissarische Verwalter von jüdischen Unternehmen, Gesellschaftsanteilen oder Aktien haben aus den Erträgen der Verwaltung an den Berechtigten vorläufig nur den notdürftigen Unterhalt zu leisten.

§ 6

Schadensersatz

(1) Eine Entschädigung für Nachteile, die durch die Durchführung der Verordnungen über Maßnahmen gegen Juden entstanden sind oder entstehen, wird nicht gewährt.

(2) Jüdischen Angestellten, denen zum 1. Mai 1941 oder zu einem späteren Zeitpunkt gekündigt wird, obwohl ihre Weiterbeschäftigung nicht untersagt ist, stehen Schadensersatzansprüche wegen vorzeitiger Entlassung nicht zu.

§ 7

Strafvorschrift

Wer den Bestimmungen dieser Verordnung zuwiderhandelt, wird mit Gefängnis und Geldstrafe

fices de l'entreprise ou ceux qui individuellement, sont désignés comme employés supérieurs par le Militärbefehlshaber ou les autorités françaises compétentes.

(3) Sur la demande du Militärbefehlshaber ou des autorités françaises compétentes, les employés juifs congédiés doivent être remplacés par des employés non-juifs.

§ 4.

Parts sociales et actions appartenant aux juifs.

Des commissaires-gérants pourront être nommés pour gérer les parts sociales dans les sociétés à responsabilité limitée et les actions appartenant à des juifs ou entreprises juives. Les dispositions de l'Ordonnance du 20 mai 1940 sur la gestion des affaires (VOBlF p. 31) seront également applicables d'une manière analogue aux commissaires-gérants. Les commissaires-gérants sont autorisés de vendre les parts sociales et actions. Ils ont vis-à-vis de la société les mêmes droits que les possesseurs des parts sociales et des actions.

§ 5.

Subsides indispensables.

Jusqu'à nouvel ordre, les commissaires-gérants d'entreprises, d'actions et de parts sociales juives ne devront donner aux ayants droit, sur les revenus de la gestion, que des subsides absolument indispensables.

§ 6.

Dédommagements.

(1) Aucun dédommagement ne sera accordé pour le préjudice résultant de l'application des Ordonnances relatives aux mesures contre les juifs.

(2) Les employés juifs qui seront congédiés au 1er mai 1941 ou ultérieurement, bien que la continuation de leur emploi ne soit pas interdite, n'ont pas droit à réclamer en justice des indemnités pour congédiement anticipé.

§ 7.

Dispositions pénales.

Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'emprisonnement ou d'amende, à

A 102238

H4799 – 0058

oder einer dieser Strafen bestraft, soweit nicht auf Grund anderer Vorschriften eine höhere Strafe verwirkt ist.

Daneben kann auf Einziehung des Vermögens erkannt werden.

§ 8

Inkrafttreten

Diese Verordnung tritt mit ihrer Verkündung in Kraft.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich.

moins que, d'après d'autres dispositions, une peine plus sévère ne soit encourue.

En outre, la confiscation des biens pourra être prononcée.

§ 8.

Entrée en vigueur.

La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich.

A 102239

H4799 – 0059

Französische Judengesetze.

1. Gesetz betr. Aufhebung der Verordnung der Regierung der nationalen Verteidigung vom 24. Oktober 1870 und Festsetzung des Statuts für die in den Departements von Algerien einheimischen Juden.
   (Journal Officiel vom 8. Oktober 1941 Nr. 256)

2. Gesetz betr. Aufschiebung des durch die Artikel 3 bis 11 des Gesetzes vom 4. Februar 1919 eingeführten Verfahrens bezüglich der in Algerien einheimischen Juden.
   (Journal Officiel vom 13. Oktober 1940 Nr. 261)

3. Gesetz über das Judenstatut
   Gesetz über die fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse
   (Journal Officiel vom 18. Oktober 1941 Nr. 266)

4. Verordnung über die Anwendung der Artikel 4 und 5 des Gesetzes vom 7. Oktober 1940 betr. das Judenstatut in Algerien.
   (Journal Officiel vom 22. November 1940 Nr. 301)

5. Verordnung zum Erlass von öffentlichen Verwaltungsmassnahmen zwecks Anwendung des Gesetzes vom 3. Oktober 1940 über das Judenstatut.
   (Journal Officiel vom 7. Februar 1941 Nr. 38)

A 102240

H4799 - 0060

6. Verordnung zwecks Abänderung des Erlasses vom 2o.November 194o bezüglich der Anwendungsbedingungen des Gesetzes vom 7.Okt.194o welches die Aufhebung des Erlasses Crémieux verfügt.
(Journal Officiel vom 13. März 1941 Nr. 72)

7. Gesetz vom 29. März 1941 . Errichtung eines Generalkommissariats für jüdische Fragen.
(Journal Officiel vom 31. März 1941 Nr. 9o)

8. Gesetz vom 11. April 1941 betreffs Abänderung und Ergänzung des Gesetzes vom 3.Oktober 194o das Judenstatut verfügend.
(Journal Officiel vom 3o. April 1941 Nr. 12o)

9. Gesetz vom 3. April 1941 über Abänderung bezw. Ergänzung der Gesetze vom 17. Juli 194o betreffend die Magistrate, militärische und zivile Beamte und Agenten, welche ihres Amtes enthoben sind, vom 13. August 194o Festsetzung der Altersgrenze der Agenten des äusseren Dienstes des Ministeriums für auswärtige Angelegenheiten, vom 12. September 194o Verfügung der Herabsetzung der Altersgrenze der Beamten der präfektoralen Verwaltung,
vom 3. Oktober 194o Verfügung des Judenstatuts,
vom 11.Oktober 194o über die weibliche Arbeitsleistung
vom 26. November 194o Festsetzung der Altersgrenze der Generalgouverneure, Gouverneure und obere Residenten der Kolonien.
(Journal Officiel vom 5. Mai 1941 Nr.124)

A 102241

H4799 - 0061

10. Gesetz vom 2. Juni 1941. Ersetzung des Gesetzes vom 3.Oktober 1940, das Judenstatut verfügend.

11. Gesetz vom 2.Juni 1941 .Anordnung der Judenzählung. (Journal Officiel vom 14.Juni 1941 Nr.164)

Uebersetzung dieses Gesetzes siehe folgende Seiten.

A 102242

H4799 - 0062

Letztes französisches Judengesetz

Uebersetzung (mitunter sinngemäss) aus dem
Journal Officiel Nr. 164 vom Samstag den 14. 6. 1941,

Nr. 2332, Gesetz vom 2. Juni 1941, welches das Gesetz vom 3. Oktober 1940 bezügl. des Judenstatutes ersetzt.

Wir Marschall von Frankreich, Chef des französischen Staates, verordnen nach Anhörung des Ministerrates was folgt:

Art. 1 Wird als Jude betrachtet:

1. Die Person, welche irgend einem Glaubensbekenntnis oder nicht angehört und welche von wenigstens drei Grosselternteilen jüdischer Rasse abstammt, oder nur von zwei Grosselternteilen wenn ihr Ehegatte selbst von zwei jüdischen Grosselternteilen abstammt. Als jüdisch gilt der Grosselternteil, welcher der jüdischen Religion angehört hat.

2. Die Person, welche der jüdischen Religion angehört oder ihr am 25.6.1940 angehört hat und welche von 2 jüdischen Grosseltern abstammt.
Die Nichtzugehörigkeit zur jüdischen Religion wird durchdie Zugehörigkeit zu einer der im Gesetz vom 9. 12. 1905 (Trennung von Kirche und Staat) anerkannten Religion festgestellt.
Die Nichtanerkennung oder Nichtigkeitserklärung der Anerkennung eines als Jude betrachteten Kindes sind ohne Wirkung auf die vorhergehenden Bestimmungen.

A 122243

H4799 – 0063

Art. 2 Die Zulassung zu den nachstehend aufgeführten öffentlichen Aemtern und Mandaten und deren Ausübung, ist den Juden verboten:

1. Staatschef, Mitglied der Regierung, des Staatsrates, Minen, - . Brücken- und Strassenbau, General-Inspektion der Finanzen, Appel-Gericht der erstem Instanz, Friedenrichter, sämtliche Berufe in der Rechtssprechung und alle aus den Wahlen hervorgegangenen Körperschaften.

2. Beamte, welche dem auswärtigen Amt unterstehen, Generalsekretäre der einzelnen Ministerialabteilungen, Präfekten, Unter-Präfekten, Generalsekretäre der Präfekturen, Generalinspektore der Verwaltungsstellen des Ministeriums des Innern, Beamte aller Grade bei sämtlichen polizeilichen Dienststellen.

3. General-Resident, General-Gouverneure, Gouverneure und Generalsekretäre bei den Kolonien , Inspektoren der Kolonien.

4. Mitglieder des Lehrkorps.

5. Offiziere und Unteroffiziere des Landheeres, der Marine un der Luftwaffe, Mitglieder der Kontrollkörperschaft des Krieges der Marine und der Luftwaffe, Mitglieder der Körperschaft und Zivilverwaltung des Kriegsministeriums, der Marine und der Luftwaffe, welche durch die Gesetze vom 25. August 1940, 18. September 1940 und vom 29. August 1940 gebildet worden sind.

6. Verwalter, Direktoren, Generalsekretäre in den staatlich subventionierten Unternehmen oder in Unternehmen welche von einer öffentlichen Gemeinschaft subvention iert werden, Stellen in Unternehmen welche im öffentlichen Interesse liegen und deren Ernennung von der Regierung erfolgt.

A 102244

H4799 – 0064

Art. 3. Die Zulassung und Ausübung aller öffentlichen Aemter, ausser den im Artikel 2 aufgeführten, sind den Juden nur gestattet, falls sie sich auf eine der folgenden Bedingungen stützen können:

a) Inhaber der Frontkämpferkarte 1914-1918 zu sein oder im Laufe des Krieges 1939-1940 lobend erwähnt worden zu sein.

b) im Verlauf der Krieges 1939 - 1940 im Tagesbefehl zitiert worden zu sein.

c) mit der Ehrenlegion oder der Militärmedaille für Waffentaten ausgezeichnet worden zu sein.

d) Staatsmündel oder deren Verwandte, Kriegswitwe oder Waise.

Art. 4 Die Zulassung und Ausübung der freien Berufe, der den vereidigten Beamten zukommenden Berufen, sowie alle Hilfsstellen beim Gericht sind den Juden verschlossen, es sei denn, dass die Regelung der öffentlichen Verwaltungen für sie eine gewisse Verhältniszahl vorgesehen hätte. In diesem Falle werden dieselben Regelungen die Bedingungen festlegen unter welchen die überzähligen Juden entfernt werden.

Art. 5 Die Juden können unter keinen Bedingungen und Vorbehalten eine der nachstehenden Berufe ausüben:

Direktoren, Verwalter, Schriftleiter in einer Zeitung, Rundschau, Agenturen oder periodischen Blättern mit Ausnahme von Veröffentlichungen streng wissenschaftlicher Art.

Direktoren, Verwalter, Geschäftsführer von Unternehmen, welche sich mit der Fabrikation, dem Druck, der Verteilung, der Vorführung von Lichtfilmen befassen.

A 102245

H4799 – 0065

Spielleiter und Direktor von fotografischen Aufnahmefirmen, Komponist von Szenarien, Direktoren, Verwalter, Geschäftsführer von Theater oder Lichtspielhäusern, Theaterunternehmer, Direktoren, Geschäftsführer jeden Unternehmens das sich mit Rundfunkverbreitung beschäftigt.

Oeffentliche Verwaltungsmassnahmen werden die Bedingungen festlegen, durch welche die Beachtung der Verbote durch die Interessierten gesichert wird, ebenso die Sanktionen welche bei Uebertretungen vorgesehen sind.

Art.6 Die Juden können in keinem Falle einer Organisation angehören, welche mit der Durchführung der unter Art. 4 und 5 des gegenwärtigen Gesetzes und der Sicherstellung der Disziplin beauftragt ist.

Art. 7 Die in den Artikeln 2 und 3 in Betracht gezogenen jüdischen Beamten werden zur Geltendmachung ihrer Rechte wie nachstehend bestimmt zugelassen:

1. Die dem Gesetz vom 14.4.1924 unterworfenen Beamten erhalten eine Alterspension mit sofortiger Wirkung, falls sie die erforderlichen Dienstjahre zur Geltendmachung ihrer Pension nachweisen können.
Im Falle sie, ohne diese Bedingungen zu erfüllen, mindestens 15 effektive Dienstjahre zurückgelegt haben, erhalten sie mit sofortiger Wirkung eine wie folgt berechnete Pension, entweder ein Dreissigstel der Alterspension für jedes zurückgelegte Dienstjahr in der Kategorie A oder ein Fünfundzwanzigstel für jedes zurückgelegte Dienstjahr in der Kategorie B oder Militärdienstjahre. Der Betrag dieser Pension darf das Minimum der erhöhten Alterspension, der Vergütung für aussereuropäische Dienste und die Bezüge an Kriegspensionen gegebenenfalls nicht überschreiten.

A 102246

H4799 - 0066

2. Die Beamten, welche der Verwaltung der Altersversorgung unterworfen sind, erhalten, wenn sie mindestens 15 effektive Dienstjahre erfüllt haben, mit sofortiger Wirkung eine jährliche Vergütung in gleicher Höhe der Altersrente, welche ihnen zur Zeit der Einstellung ihrer Funktionen zugestanden würde, wenn die regelmässigen Beiträge von Anfang an von dritter Seite geleistet worden sind. Diese Vergütung hört mit dem Tage der Nutzniessung ihrer Altersrente auf.

3. Die Beamten der Departements, Gemeinden oder öffentlichen Etablissements, welche eine eigene Versorgungskasse besitzen, werden mit sofortiger Wirkung die Alterspension oder die proportionell durch ihr Reglement der Ruhegehälter festgesetzte Pension beziehen, wenn sie die Bedingungen der geforderten Dienstjahre zur Geltendmachung des Rechtes für eine dieser Pensionen erfüllen.

4. Die der Verwaltung der Sozialversicherung unterworfenen Beamten (Agents), welche mindestens 15 effektive Dienstjahre nachweisen können, erhalten von der Gemeinschaft oder dem Etablissement, welchem sie angehören, eine jährliche Zuwendung in gleicher Höhe, des Teiles der Altersrente, welcher durch die Zahlung der doppelten Beiträge während der Gesamtdauer ihrer Dienstjahre gebildet wurde. Diese Zuwendung wird ihnen mit dem Tage der Bewilligung der genannten Rente entzogen.

A 102247

H4799-0066A

5. Die der inneren kolonialen Ruhestandskasse (Caisse intercoloniale de retraites) oder den örtlichen Kassen unterworfenen Beamten, welche mehr als 15 Jahre effektive Dienste nachweisen können, erhalten eine Pension unter Bedingungen, welche durch eine Regelung der öffentlichen Verwaltung festgelegt werden.

6. Die Beamten und Agenten, welche die Bedingungen zwecks Geltendmachung eines Ruhegehaltes nicht erfüllen, beziehen ihr Gehalt auf eine durch die öffentliche Verwaltung noch festzulegende Dauer weiter.

7. Die Lage der Arbeiter der militärischen und industriellen Etablissements wird durch ein spezielles Gesetz geregelt.

Die durch die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 3. Oktober 1941 in Betracht gezogenen jüdischen Beamten und Agenten werden mit dem 2o. Dezember 1940 als aus dem Amte ausgeschieden betrachtet.

Die Beamten und Agenten, welche durch die neuen Verbote betroffen werden, stellen ihre Tätigkeit zwei Monate nach der Veröffentlichung dieses Gesetzes ein.

Die Anwendung der Verordnungen auf die Kriegsgefangenen wird bis zu deren Rückkehr aus der Gefangenschaft verlegt.

Die sich zur Zeit in Kriegsgefangenschaft befindlichen, unter Artikel 2 und 3 bezeichneten Beamten und Agenten, legen ihr Amt zwei Monate nach ihrer Rückkehr aus der Kriegsgefangenschaft nieder.

A 102248

H4799 - 0067

Die Verordnungen des gegenwärtigen Gesetzes sind auf Verwandte in aufsteigender Linie, Ehegatten oder Verwandte in absteigender Linie von Kriegsgefangenen, erst zwei Monate nach deren Rückkehr aus der Gefangenschaft anwendbar.

Was das in überseeischen Diensten stehende Personal betrifft, wird eine auf Grund der Vorschläge der interessierten Staatssekretäre erlassene Verordnung, die Bedingungen der Einstellung ihrer Tätigkeit festlegen.

Art. 8. Von diesem Verbot können ausgenommen werden:

1. Die Juden, welche dem französischen Staate ausserordentliche Dienste geleistet haben.
2. Die Juden deren Familie seit mindestens 5 Generationen in Frankreich ansässig ist und welche dem französischen Staats ausserordentliche Dienste geleistet haben.

Für die durch den Artikel 2 vorgesehenen Verbote ist die Entscheidung im Staatsrat durch individuellen Beschluss auf Grund des Berichtes des Generalkommissars für die jüdischen Fragen getroffen worden und durch den betreffenden Staatssekretär gegengezeichnet worden.

Für die anderen Verbote ist die Entscheidung durch einen Erlass des Generalkommissars für jüdische Fragen getroffen worden.

Die Verordnung und der Erlass sind gebührend begründet.

Die in den vorgehenden Anordnungen zugebilligten Abweichungen tragen nur einen persönlichen Charakter und kann aus diesen keiner-

A 102249

H4799 – 0068

lei Rechte für die Verwandten in aufsteigender und absteigender Linie, Ehegatte oder Seitenlinie des Nutzniessers hergeleitet werden.

Art. 9 Ohne Beeinträchtigung des den Präfekten zustehenden Internierungsrechtes in ein Speziallager selbst im Falle, wenn der Betreffende Franzose ist, wird bestraft:

1. Mit Gefängnisstrafe von 6 Monaten bis zu zwei Jahren und mit einer Geldstrafe von 500 bis 10 000 Francs oder nur zu einer dieser beiden Strafen, jeder Jude der eine ihm durch die Anwendung der Artikel 4, 5 und 6 des gegenwärtigen Gesetzes untersagte Tätigkeit ausübt, oder den Versuch hierzu unternimmt.

2. Mit Gefängnisstrafe von 1 bis zu 5 Jahren und einer Geldstrafe von 1000 bis 20 000 Francs oder zu einer dieser beiden Strafen jeder Jude, der sich den durch das gegenwärtige Gesetz ausgesprochenen Verboten, durch Abgabe falscher Erklärungen oder Betrugsmannöver entzogen hat, oder den Versuch hierzu unternimmt. Ausserdem kann das Gericht die Schliessung des Unternehmens anordnen.

Art.10. Die Beamten, welche durch die Anwendung der Verordnungen vom 3.Okt. 1940 ihr Amt niedergelegt haben und sich auf eine der Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes stützen können, sind zur Stellung eines Antrages auf Wiedereinstellung zugelassen.

Die Bedingungen werden in einem Erlass des Staatsrates festgelegt.

Art.11 Das gegenwärtige Gesetz ist in Algerien, den Kolonien, den Protektoraten, sowie in Syrien und im Libanon anwendbar.

A 102250

H4799-0068A

Art. 12 Das Gesetz vom 3.Oktober 1940, abgeändert durch das Gesetz vom 3. und vom 11. April 1941 wird aufgehoben; die für seine Ausführung erlassenen Verordnungen und Erlasse bleiben solange in Kraft, bis sie durch neue Verordnungen und Erlasse ersetzt werden.

Art. 13 Der vorstehende Erlass wird im Journal Officiel veröffentlicht und als Staatsgesetz durchgeführt.

Geschehen zu Vichy am 2. Juni 1941

gez. Ph. Pétain

Marschall von Frankreich und Chef d.französischen Staates

Der Admiral der Flotte, Vizepräsident des Rates, Staatssekretär des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten, den Jnnern und der Marine

gez. Darlan

Der Siegelverwahrer
Staatssekretär des Justizministeriums

gez. Barthelemy

Der Staatssekretär des Wirtschafts- und des Finanzministeriums

gez. Yves Bouthillier

Der General der Armee
Staatssekretär im Kriegsministerium

gez. Huntziger

Der Staatssekretär im Landwirtschaftsministerium

gez. Pierre Caziot.

A 192251

H4799 – 0069

A r i s i e r u n g

Im Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete Nr. 12 vom 20.10.1940 wurde die zweite Verordnung über Massnahmen gegen Juden vom 18. Oktober 1940 verkündet.

§ 5 dieser Verordnung enthält den Satz

"Für jüdische wirtschaftliche Unternehmen kann ein kommissarischer Verwalter bestellt werden"

Scharfe Durchführungserlasse des Militärbefehlshabers in Frankreich, Militärverwaltungsstab, Abt. Wirtschaft, folgten. Sie legten u.a. als Frist für die Veräusserung jüdischer Betriebe die Höchstspanne von zwei Monaten fest. Man hätte also glauben können, dass die Entjudung in kürzester Zeit, spätestens Ende Januar 1941 restlos durchgeführt ist.

Die Abteilung Wirtschaft selbst aber war es, welche durch ungeheure Verklausurierungen und verzwickteste Bestimmungen den schon vorausgesehenen Erfolg verhinderte.

Wenn man bedenkt, dass, um beim Beispiel Paris zu bleiben, insgesamt 21 000 jüdische Unternehmen angemeldet sind und dass davon bis Ende Juni 1941 lediglich 600 durch Liquidierung verschwunden und sage und schreibe nur 200 (die Zahl ist nach oben abgerundet) durch Arisierung aus dem jüdischen Besitz herausgebrochen sind.

Vergegenwärtigt man sich das System, dann sieht man, dass der französische Kontrolldienst für die vorläufigen Verwalter (Service de Contrôle des Administrateurs provisoires) auf mehr oder weniger undurch-

A 102252

H4799 -0070

sichtige Weise plötzlich einen als"kommissarischen Verwalter" geeigneten Franzosen findet. Dass dieser - was in Frankreich übrigens nicht verwunderlich ist - selbstverständlich häufig mit dem jüdischen Geschäftsinhaber irgendwie liiert ist, ist von vornherein klar. Der Verwalter wird sodann seitens der Abteilung Wirtschaft nach einiger Zeit bestätigt.

Taucht nun tatsächlich ein Käufer für das verwaltende Unternehmen auf, so verlangt der Verwalter zunächst von ihm lückenlosen Nachweis über arische Abstammung, Nachweis über die ihm zur Verfügung stehenden Geldmittel sowie seiner beruflichen Eignung.

Die berufliche Eignung wiederum wird durch die zuständige Berufskammer geprüft, welche sich in der Regel ein bis zwei Monate Zeit zur Antwort lässt. (Nach Aussage leitender Beamter des französischen Kontrolldienstes stehen angeblich keine Mittel zur Verfügung, etwa durch Druck das Verfahren bei den Berufskammern zu beschleunigen).

Hat schliesslich der Käufer diese Klippen umschifft, so dass er nach Festsetzung des Kaufpreises kurz vor dem Abschluss steht, so kann der jüdische Besitzer, dem die Höhe dieses Preises nicht genehm ist, über den Verwalter Einspruch erheben. Andererseits kann auch, wenn plötzlich ein anderer Käufer auftaucht, der mehr bietet, der Verwalter selbst mit dem alten Käufer die Verhandlungen abbrechen, um mit dem Neuen wiederum in dasselbe verzwickte Verfahren einzutreten.

Auf diese Weise hat sich, wie auch die weiter oben genannten Zahlen eindeutig beweisen, eine "Kaste der Verwalter" gebildet, von denen jeder

A 102253

H4799 - 0071

sorgsam darüber wacht, ja nicht die gute "Pfründe" zu verlieren.

Hinzu kommt noch, dass es vorkommt, dass ein Verwalter 150 und mehr Unternehmen verwaltet, von denen er in der Regel nicht die Hälfte kennt.

Der ganze Misstand rührt daher, dass man deutscherseits verboten hat sowohl einen Einfluss auf die Kaufpreisfestsetzung als auch jede Beeinflussung hinsichtlich des Käufer.

Es sei noch bemerkt, dass in der Provinz die Arisierung wesentlich weiter fortgeschritten ist. Z.B. ist in Dijon schon völlig arisiert.

Zwischen dem Kommandant von Gross-Paris, Militärverwaltungsstab, Abt. Wirtschaft, und der zentral verantwortlichen Abteilung Wirtschaft beim Verwaltungsstab des Militärbefehlshabers in Frankreich sind deshalb grösste Meinungsverschiedenheiten ausgebrochen. Der beim Kommandanten von Gross-Paris verantwortliche Oberkriegsverwaltungsrat kam nach Abschluss der Arisierung von Dijon nach Paris, um hier die festgefahrene Aktion flott zu machen. Er stösst aber auf so grosse Schwierigkeiten bei seiner vorgesetzten Behörde, dass er kürzlich die Frage gestellt hat: "Will man überhaupt, dass arisiert wird ?"Bejahendenfalls will er radikal vereinfachte Methoden, wie sie in Dijon zum Erfolg geführt haben, auch in Paris anwenden dürfen.

Zusammengefasst: Die Arisierung liegt, was den Hauptpunkt Paris betrifft, völlig im Argen.

A 102254

H4799 - 0072

Antijüdisches Institut

Die fortschreitenden Erkenntnisse von Lage, Stimmung und Widerständen hatten gezeigt, dass ein überpolitischer französischer Apparat geschaffen werden muss, der als Nachrichtenbringer für die weitere Arbeit tätig sein kann.

Darüberhinaus wurde eine solche Einrichtung auch deshalb benötigt, weil der antijüdischen Propaganda ein französisches Vorzeichen gegeben werden musste.

Heute ist das "Institut d'Etudes des questions juives" dank der ihm angeschlossenen Organisation "Freunde des Instituts" ein Nachrichtenapparat, der in jeder gewünschten Richtung angesetzt werden kann.

Um die Propaganda ihrem eigentlichen Sinn entsprechend zur Durchsetzung politischer Notwendigkeiten zu nutzen, ist auch für diesen Sektor sowohl mit dem Kommandeur der Propagandaabteilung Frankreich als auch dem Führer der Propagandastaffel Paris vereinbart worden, dass Propagandaaufträge nur über den Judenreferenten des SD bezw. in dessen Anwesenheit dem Institut übertragen werden.

Der nachfolgende Bericht gibt Aufschluss über Vorgeschichte, Wirken und Aufbau des Pariser "Antijüdischen Institutes".

A 102255

H4799 – 0073

a) Vorgeschichte

Seit Anfang des Jahres 1941 kristallisierten sich aus den zahlreichen Judengegnern etwa 15 ernste Franzosen heraus, die ab Anfang Februar in den Raeumen der aufgeloesten juedischen Wanderungsorganisation "Hicem", Paris, 89 Bd. Haussmann, woechentlich jeweils eine Arbeitsbesprechung abhielten.

Auf Draengen des Judenreferates gelang es schliesslich, einen hauptamtlichen Mitarbeiterstab heranzuziehen, der unter Leitung des Franzosen Gerard die Arbeiten aufnahmen.

b) Aufbau

Als Sitz des Instituts wurde unsererseits ein seit zwei Jahren verlassenes Judenhaus in Paris, 21, rue la Boetie, freigemacht und zur Verfuegung gestellt.

Waehrend der Anlaufszeit von rd. vier Wochen war der innere Betrieb in der Hauptsache durch die im Verein mit der Propagandastaffel Paris gestartete Eroeffnungspropaganda bestimmt. Es arbeiteten franzoesische Sachbearbeiter fuer wissenschaftliche Fragen, oeffentliches Gesundheitswesen, Rechtsfragen (Gesetze usw.), Ermittlungen (Einzelfaelle), Pressedienst, allgemeine Propagandafragen und Zeitungsueberwachung. Ferner, in sich geschlossen, die Gruppe der Freunde des Instituts.

Nachdem sich gezeigt hatte, dass der Generalsekretaer lediglich wissenschaftliche, nicht aber organisatorische Faehigkeiten besitzt, wurde er am 22. Juni 1941 durch den Leiter der Gruppe der Freunde, dem Kolonialhauptmann Cecille abgeloest.

Nunmehr wird zur Gewaehrleistung wirklicher Ausnuetzung der etwa 4ooo Freunde des Instituts in jedem Pariser Arrondissement

A 102256

H4799 - 0074

eine Bezirkstelle des Institut eingerichtet. Ferner werden unter teilweiser Belassung der bisherigen Sachbearbeiter auch im Institut selbst Fachkraefte neu hinzugezogen.

c) Wirken nach aussen

Bisher fanden fuenf sehr gut besuchte Veranstaltungen seitens der Gruppe der Freunde statt (jeweils 5oo Teilnehmer).

Ferner drei grosse Veranstaltungen der Jugendgruppe des Instituts.

In zwoelf oeffentlichen Kundgebungen politischer Parteien traten drei verschiedene Redner des Instituts auf.

Fortlaufend werden antijuedische Grossplakate geklebt, deren Ausfuehrung und Verteilung die Propagandastaffel Paris uebernommen hat. Als Herausgeber fungiert aber jeweils das Institut.

Allwoechentlich gibt die Abteilung Propaganda des Instituts ein Bulletin fuer die Presse heraus. Auch die Gruppe der Freunde versendet in unregelmaessigen Abstaenden ein Mitteilungsblatt.

Schliesslich sind noch die bisher ueber zwanzig verschiedene Themen herausgekommenen Broschueren des Institus erwaehnenswert.

A 102257

H4799 - 0075

Franzoesische politische Gruppen, die u.a. auch antijuedisch eingestellt sind.

1.) Rassemblement national populaire - RNP -

Das RNP wurde nach dem Waffenstillstand in Paris gegruendet. Besonders in Paris hat diese Partei festen Fuss gefasst. Auf dem kuerzlich stattgefundenen ersten Parteikongress wurde dem Praesidenten des Antijudeninstitutes Gelegenheit gegeben, ueber das Judenproblem zu sprechen.

2. Le mouvement social revolutionaire - MSR -

Die Arbeit des MSR bewegt sich in aehnlicher Richtung. Dort ist hauptsaechlich der Mittelstand vertreten.

3. Partie populaire française - PPF -

Die Bedeutung dieser Gruppe beruht darauf, dass in ihr Arbeiter, Handwerker und kleine Geschaeftsleute zu finden sind, die der juedischen Frage ein ziemliches Verstaendnis entgegenbringen. Der Parteifuehrer Jacques Doriot sprach bereits mehrere Male auf Kundgebungen ueber den Kampf gegen das Judentum.

4. Front franc.

Der Leiter dieser Gruppe ist Jean Boissel, ein Schwerkriegsbeschaedigter 1914/18, alter Judengegner, der anlaesslich eines Reichsparteitages von fuehrenden Persoenlichkeiten in Nuernberg

A 102258

H4799 - 0076

empfangen wurde. In seiner Zeitung "Le Reveil du Peuple" fuehrte er schon seit Jahren einen sehr scharfen antijuedischen Kampf. Die Anhaengerschaft der "Front Franc" ist derzeit sehr gering.

5.La Ligue Française.

Das ist die Gruppe Pierre Costantini's mit der Zeitung l'Appel. Auch hier ein Judengegner aelteren Datums. Die Anhaengerschaft ist ebenfalls sehr gering, sodass eine Durchschlagskraft im Augenblick kaum vorhanden ist.

6. Le Francisme.

Diese kuerzlich wieder zugelassene kleine Bewegung und ihre Zeitung "Le Franciste" unter Marcel Bucard zeichnen sich durch ein sehr radikales Programm aus.

7. Daneben bestehen noch verschiedene kleiner, nahezu bedeutungslose Gruppen.

A 102259

H4799 – 0077

Unbesetztes Gebiet.

Gerade im unbesetzten Gebiet zeichnet sich mit besonderer Deutlichkeit die allgemeine, duldsame Haltung der franzoesischen Regierung ab. In Vichy wimmelt es von Juden, die von allen Polizeiaktionen deshalb ausgenommen werden, weil sie angeblich als "Berater der Ministerien" benoetigt wuerden.

Marschall Pétain pflegt, wie immer wieder gemeldet wird, persoenlichen Verkehr mit dem Grossrabbiner von Frankreich, der sich seit dem Einmarsch in Vichy aufhaelt, und anderen fuehrenden Juden.

Andererseits steht zweifelsfrei fest, dass der stellvertretende Staatschef, Admiral Darlan, im Interesse der Politik mit Deutschland antijuedische Massnahmen wuenscht.

Diese nur kurz gestreiften Gegensaetzlichkeiten zeigten sich kuerzlich sehr deutlich, als in Marseille Polizeiaktionen gegen beschaeftigungslose Juden auf Befehl Darlans stattfanden und nicht, wie man haette vermuten koennen, auf Anordnung des franzoesischen Judenkommissars.

Hier kann als grundsaetzliche Feststellung angefuegt werden, dass, wenn im unbesetzten Gebiet Massnahmen gegen Juden stattfinden, diese sich ausschliesslich gegen fremdstaatige richten. Man reitet dort mehr denn je das Pferd der drei Judenkategorien.

Als man ausgangs des Jahres 1940 in verschiedenen grossen Konzentrationslagern mehr als 30 000 fremdstaatige Juden samt Familien

A 102260

H4799 - 0078

teilweise unter uebelsten Bedingungen unterbrachte, ruehrte das die "humanen Franzosen" ueberhaupt nicht. Das aendert sich aber sofort, wenn ein "altgesessener Jude" etwa durch eine deutsche Massnahme betroffen wird.

Dank des anmassenden, sich in aller Oeffentlichkeit abspielenden Verhaltens der Juden in Marseille und Lyon kam es zu grosseren antijuedischen Ausschreitungen, die in der Regel von Anhaengern der "Frontkaempferlegion" getragen sind.

Zusammengefasst ist zu sagen, dass sich auch, wenn nicht heute so doch in absehbarer Zeit, im unbesetzten Frankreich die zwangslaeufige Notwendigkeit einer Loesung der Judenfrage und der Antisemitismus durchsetzen werden. Zur Durchfuehrung der endgueltigen Ausschaltung des Judentums koennen aber nur diktatorische Massnahmen verhelfen, die jede Unterstuetzung juedischer Tarnungen unter schaerfste Strafen stellen.

A 102261

H4799 – 0079

Judenzahlen und Statistik.

a) Besetztes Gebiet.

Insgesamt haben sich zum Judenregister

rund 160 000 Juden

angemeldet. Dabei kann vermutet werden, dass sich bisher eine grössere, nicht genau festzulegende Anzahl überhaupt nicht gemeldet hat.

Im Gebiete der Aussenstellen Bordeaux, Dijon und Rouen leben zusammen etwa 20 000 Juden. Einzelne Departements der Provinz sind völlig judenfrei. Der hauptsächlich in das Gebiet der Aussenstelle Bordeaux fallende schmale Streifen längs der Kanalküste wird schon in nächster Zeit aus militärischen Abwehrgründen von Juden gesäubert werden. Sie sollen in dem Departement Vienne zwangsläufig untergebracht werden.

Im Gebiet von Gross-Paris selbst leben also fast 90 % aller im besetzten Gebiet bekannten Juden.

Hierbei stehen mehr als 65 000 jüdische Familienvorstände 40 000 Juden (meist Frauen) über 15 Jahren, die nicht als Familienvorstände gelten, sowie rund 35 000 Kindem unter 15 Jahren gegenüber.

Im Anschluss an diesen Bericht finden sich folgende Darstellungen:

1. Altersstufen der Juden von Gross-Paris (bildhaft)
2. dasselbe (schematisch)
3. Darstellung der Staatsangehörigkeiten der Juden in Gross-Paris unter Berücksichtigung der Kinder
4. Soziale Schichtung der jüdischen Familienvorstände von Gross-Paris (bildhaft).

A 102262

H4799 - 0080

Im "Bulletin de la Statistique général de la France" vom Juni 1941 (Presses Universitaires de France) wird die derzeitige Einwohnerzahl des besetzten Gebietes mit 26 115 000, die von Gross-Paris mit 2 320 000 angegeben.

Setzt man diese Angaben mit den Judenzahlen ins Verhältnis, so ergibt sich ein Anteil der Juden an der Gesamtbevölkerung des besetzten Gebietes von 0,61 %.

In Gross-Paris machen die Juden 6 % der Einwohnerschaft aus.

b. Unbesetztes Gebiet.

Da die kürzlich durch französisches Gesetz befohlene Judenregistrierung noch nicht durchgeführt ist, können Zahlen nicht angegeben werden. Schätzungen bewegen sich zwischen 400 000 und 800 000 Juden für die unbesetzte Zone.

Es steht fest, dass ungeheuer viele Juden aus dem besetzten Gebiet dorthin geflohen sind. Auch heute noch geht dieser Strom durch illegales Ueberschreiten der Demarkationslinie weiter.

Die Hauptzentren der Juden sind Vichy und die Côte d'Azur von Marseille bis Menton.

Erhebungen über Sterblichkeitsziffern konnten auch nicht im besetzten Gebiet infolge der mangelnden französischen Organisation durchgeführt werden. Wie die Statistiken zeigen, liegt aber gerade die Altersgliederung wesentlich günstiger als beispielsweise die der Juden im Reichsgebiet oder in der Ostmark.

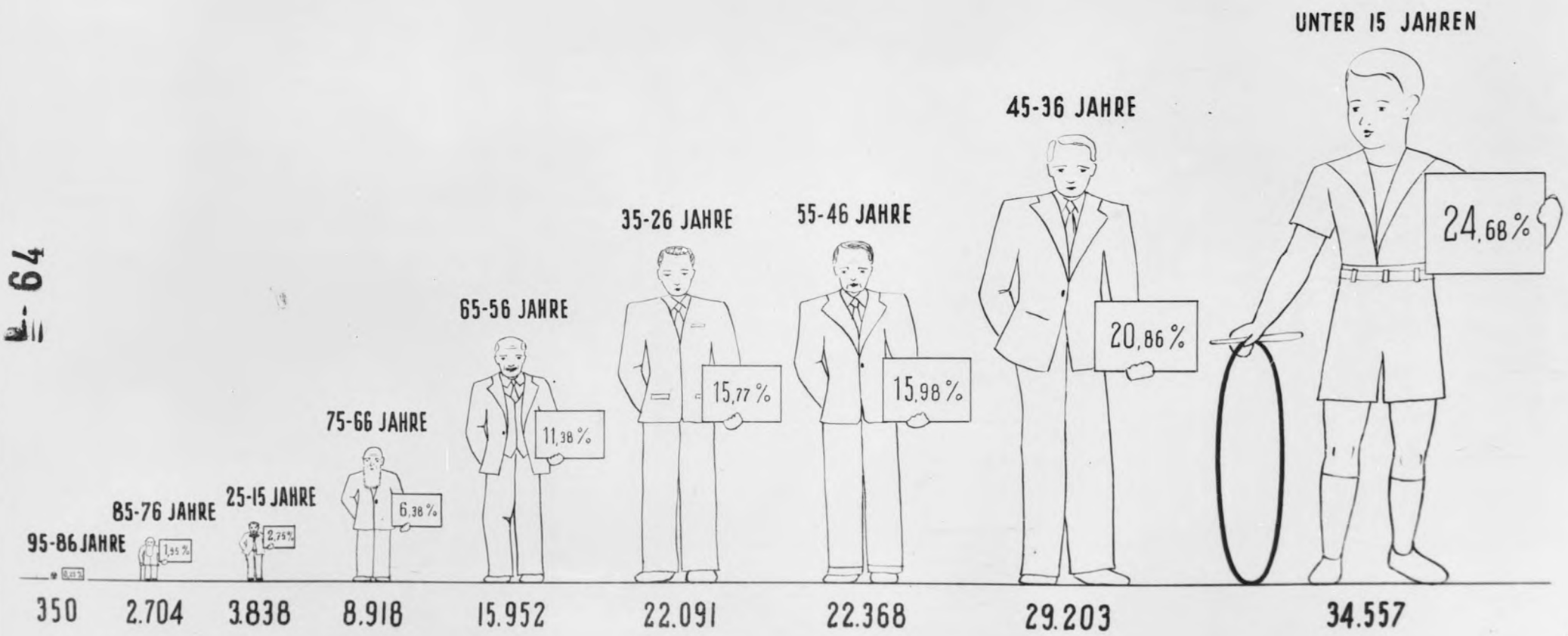
A 102263

H4799 – 0081

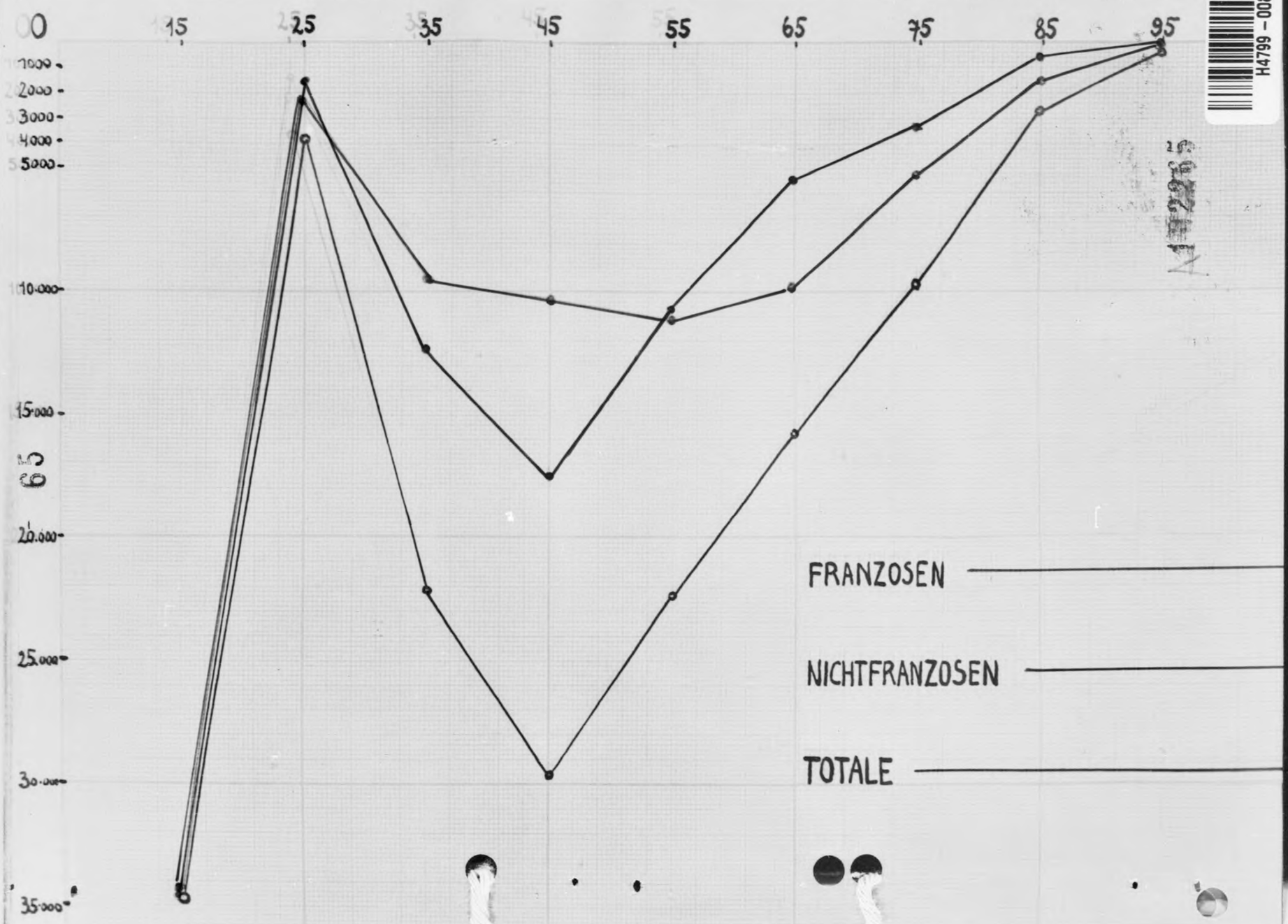
A 102264

ALTERSTUFUNG
DER JUDEN VON GROSS-PARIS

64



DARSTELLUNG DER ALTERSSTUFUNG DER JUDEN VON GROSS-PARIS



H4799 – 0082

JUDEN IN GROSS-PARIS

FRANZOSEN 50.388 = 47.79 %
AUSLÄNDER 55.036 = 52.21 %

VERMUTL. KINDER FRANZ. ELTERN 16.514 CA 48 %
VERMUTL. KINDER NICHT FRANZ. ELTERN 18.043 CA 52 %

DER PROZENTSATZ ZWISCHEN KINDERN FRANZÖSISCHER ELTERN UND SOLCHEN NICHT FRANZÖSISCHER ELTERN DÜRFTE ETWAS VERSCHOBEN SEIN DA DIE NICHTFRANZÖSISCHEN FAMILIEN KINDERREICHER SIND. IN DEM SCHEMA WURDE JEDOCH DER GLEICHE PROZENTSATZ WIE BEI DEN ELTERN ANGENOMMEN.

AT 02256
H4799 – 0083

67

H4799 – 0084

SOZIALE SCHICHTUNG DER JUDEN VON GROSS-PARIS

(FAMILIENVORSTÄNDE)

29.204
PERSONEN
44,63 %

ANGESTELLTE u. ARBEITER
EMPLOYÉS et OUVRIERS

15.629 P.
23,88 %

OHNE BERUF
SANS PROFESSION

12.230 P.
18,70 %

HANDEL
COMMERCE

RECHTSANWÄLTE (AVOCATS) 194 . 0,32 %
KÜNSTLER (*ARTISTES*) 286 . 0,74 %
ÄRZTE (*MEDECINS*) 751 . 1,61 %
3.652 P.
5,59 %
DIVERSE (*DIVERS*) 2421 . 3,61 %

FREIE BERUFE
PROFESSIONS LIBÉRALES

2.504 P.
3,83 %

HANDWERKER
ARTISANS

2.195 P.
3,35 %

INDUSTRIE
INDUSTRIE

14 P.
0,02 %

LANDWIRTSCHAFT u. VIEHZUCHT
AGRICULTURE et ÉLEVAGE

A 102267

H4799 - 0085

J u d e n b i l d e r

Die nachfolgenden Aufnahmen, die im Mai 1940 gemacht wurden vermitteln einen Eindruck vom Pariser Judenviertel in der Nache der Seineinsel und von dem inzwischen aufgeloesten Troedlermarkt.

Ferner sind Bilder dabei, die Szenen aus der am 14. Mai 1941 durchgefuehrten Konzentrationslager-Aktion zeigen. Damals wurden durch die franzoesische Polizei insgesamt 3600, meist polnische Juden erfasst.

A 102268

H4799-0085A

Schlussbetrachtung.

Ich hoffe, dass es glungen ist, Einblick zu geben in die heutige Lage und eine Uebersicht zu vermitteln über die mannigfaltigen Schwierigkeiten, die überwunden wurden.

In diesem Zusammenhang kann ich nicht sprechen ohne der wirklich umfassenden, kameradschaftlichen Unterstützung unserer Arbeit seitens des Herrn Deutschen Botschafters Abetz, seines Vertreters, Herrn Gesandten Schleier und des SS-Sturmbannführers Legationsrat Dr. Zeitschel zu gedenken. Dazu bemerke ich, dass die Deutsche Botschaft Paris aus freien Stücken dem Judenreferat für die Finanzierung des Antijudeninstituts grössere Geldbeträge zur Verfügung gestellt hat und dies auch künftig beibehalten will.

Ich habe die Ausarbeitung deshalb umfangreicher gestaltet, damit sie vielleicht als kleine Anregung dienen könne für die Arbeit bei anderen Einsätzen. Sie kann aber auch - falls man mich in der Zukunft mit diesen Aufgaben an anderer Stelle Europas betrauen sollte - als Richtlinie für die künftige Judenarbeit in Frankreich nützlich sein.

SS- Obersturmführer.

A 102269

H4799 – 0086

69

H4799 – 0087

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

H-4799

1207

A 102182

DOC. R.F. N° 1207

1207

82

H4799 - 0088